l'Humanité

« On ne libère pas un peuple par une invasion armée »

La metteuse en scène, autrice et actrice libanaise Chrystèle Khodr livre un spectacle crucial sur le massacre du camp palestinien de Tal el-Zaatar, en 1976. Entretien. **P. 16**

ALAIN APAYDIN/ABACAPRESS

Un 8 mars contre le masculinisme et l'impérialisme

Plus de 200 000 personnes ont marché, dimanche, à l'appel des féministes. À Paris, Gisèle Pelicot et sa fille, Caroline Darian, ont défilé en tête du cortège. Reportage. **P. 7**

LUNDI 9 MARS 2026 | N° 24397 | 3 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

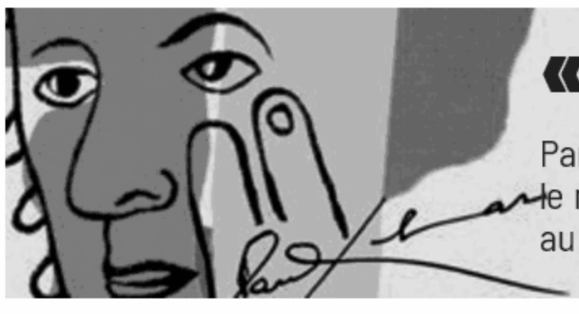
l'Humanité

IRAN

LES KURDES PRIS ENTRE DEUX FEUX

Face aux errances stratégiques de Washington, qui cherche à les instrumentaliser, et aux menaces de représailles de Téhéran, six partis kurdes iraniens ont formé une coalition, sans s'engager, pour l'heure, dans la guerre. **P. 2**

L.AURENT PERRIGNA IBAN/AFP



« Liberté, j'écris ton nom… »

Partenaire du Printemps des poètes qui se tient du 9 au 31 mars, *l'Humanité* reproduit le manuscrit du poème de Paul Éluard, daté de 1941. Des vers de résistance qui collent au thème de la manifestation cette année, axée sur la liberté. **Cahier central et P. 18**

Printemps des Poètes

BELGIQUE 3,10 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,30 € - MAROC 37 MAD

M 00110 - 309 - F: 3,00 €

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

MAGALI LIBRAGARD

Vers libres

Imaginez la scène, presque irréelle : des avions traversant le ciel d'un pays en guerre pour y larguer… un poème. Elle a pourtant bel et bien existé. En 1943, les avions britanniques alliés laissent s'envoler au-dessus de la France occupée les vers de *Liberté*, du poète communiste Paul Éluard. C'est le manuscrit de ce texte emblématique de la Résistance que nous avons décidé de republier aujourd'hui, en partenariat avec le Printemps des poètes, qui ouvre ses portes ce lundi. À l'heure où le Moyen-Orient s'embrase, où le peuple iranien affronte deux monstres, deux formes de fanatisme tout aussi dangereuses, que peut la poésie face à la sauvagerie guerrière ? Si les vers d'Éluard résonnent si sensiblement, c'est qu'ils

> Des mots pour résister, pour rêver, et se soulever.

rappellent avec la plus belle simplicité que la liberté ne se bombarde pas, ni ne s'exporte ; mais bien qu'elle se forge dans la conscience des peuples. Dans le courage des Iraniennes, prêtes à mourir pour clamer à la face du monde : « Femme, vie, liberté ». Pour ne pas laisser le silence s'installer, les mots flétrir dans l'obscurité de la censure. *« Nous taillons le langage jusqu'à l'os*, décrivait déjà Orwell dans *1984*. *Ne voyez-vous pas que le véritable but de la novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? »*

Oui, nous n'avons jamais autant eu besoin de la beauté et de la complexité du langage. C'est tout le sens du journalisme que nous pratiquons ici : croire au pouvoir extraordinaire des mots plutôt qu'à celui des poings et des bombes. Des mots pour le dire, des mots pour résister, pour rêver, et se soulever. Pour s'élever contre ceux qui euphémisent et manipulent : « frappes », « opérations spéciales », « dommages collatéraux ». Contre ceux dont le champ lexical de la pensée est si pauvre qu'il tient en quelques mots écrits en lettres capitales : « MAKE IRAN GREAT AGAIN ».

« Est-il encore possible d'écrire un poème ? Comment peut-on être *à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du réel, en même temps ? Comment peut-on à la fois contempler et s'engager ? »* s'interrogeait en 2003 Mahmoud Darwich. Et le grand poète palestinien d'avancer ceci : *« Sans doute avons-nous besoin aujourd'hui de la poésie, plus que jamais. Afin de recouvrer notre capacité à poursuivre l'un des plus beaux rêves de l'humanité, celui de la liberté… »* ■

Les Kurdes iraniens cherchent la meilleure voie

MOYEN-ORIENT Alors que les États-Unis et Israël tentent de les instrumentaliser pour faire tomber le régime de Téhéran, des partis kurdes iraniens ont formé une coalition, mais ils ne se sont pas prononcés sur leur engagement dans cette guerre.

Dix jours après le déclenchement par les États-Unis et Israël d'une guerre contre l'Iran, la stratégie mise en œuvre reste floue. Pas tant celle de Tel-Aviv – qui fait de la destruction de ce pays une fin en soi – que celle de Washington. Marco Rubio, le secrétaire d'État, affirmait d'ailleurs le 2 mars : *« Nous savions qu'il y aurait une action israélienne ; nous savions que cela déclencherait une attaque contre les forces américaines, et nous savions que, si nous ne les attaquions pas préventivement avant qu'ils ne lancent ces attaques, nous subirions des pertes plus importantes. »* Ou comment la première puissance mondiale se laisse prendre dans un engrenage qui risque de pulvériser tout le Moyen-Orient et touche déjà l'économie mondiale. Le même flou demeure s'agissant d'une possible intervention au sol, étant entendu qu'un changement de régime iranien – but de plus en plus évoqué par la Maison-Blanche – nécessite une intervention terrestre. Ces derniers jours, l'armée israélienne a mené des bombardements contre des avant-postes militaires et policiers iraniens le long de sa frontière avec l'Irak.

À mesure que la campagne aérienne progressait, des informations ont fuité suggérant que la dimension terrestre de la guerre serait exécutée non pas directement par les troupes états-uniennes ou israéliennes, mais par des groupes d'opposition kurdes opérant depuis des bases situées dans la région du Kurdistan irakien. Le 5 mars, dans une interview à l'agence Reuters, évoquant un tel scénario Trump lâchait : *« Je trouve formidable qu'ils veuillent faire cela, je les soutiens pleinement. »* Mais deux jours plus tard, le 7 mars, le même affirmait devant des journalistes à bord de l'avion présidentiel : *« Je ne veux pas que les Kurdes entrent en Iran. Ils veulent y entrer, mais je leur ai dit que je ne le souhaitais pas. Nous ne souhaitons pas l'intervention des Kurdes. »*

« La question d'une intervention au sol pour détourner les forces iraniennes, gardiens de la révolution ou armée, du reste du pays peut se poser », estime David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques, interrogé par *l'Humanité*. Il remarque, en faisant référence aux Kurdes mais également aux Baloutches et aux Azéris iraniens, qu'il y a *« des velléités d'instrumentaliser certaines minorités ethnoconfessionnelles »*.

« ON IGNORE SI LE CONFLIT VA DÉGÉNÉRER EN GUERRE TERRESTRE À GRANDE ÉCHELLE »

Six partis (1) se sont regroupés au sein d'une « Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien ». L'organisation Komala du Kurdistan, du Parti communiste d'Iran, dirigée par Ebrahim Alizadeh, n'en fait pas partie. Il a exprimé des réserves importantes, notamment son opposition à toute coopération avec Israël et les États-Unis sans pour autant se placer dans une rupture politique avec les autres formations. Selon le site Axios, *« Israël entretient depuis des décennies des liens étroits en matière de sécurité militaire et de renseignement, avec les Kurdes de Syrie, d'Irak et d'Iran »*.

> « Trump nous a dit que les Kurdes devaient choisir leur camp. »
> UN RESPONSABLE KURDE

Certains médias, plutôt pro-israéliens, affirmaient même ces derniers jours que les combattants kurdes étaient à pied

Le 2 mars, le quartier général des gardes-frontières près de Sanandaj (province du Kurdistan iranien) après un bombardement coordonné par Washington et Tel-Aviv. AKASBASHI/SIPA

d'œuvre, opérant d'ores et déjà en territoire kurde iranien, le Rojhelat. Mais c'est aller un peu vite en besogne. *« L'issue de cette guerre étant encore incertaine, les forces kurdes n'ont pas encore décidé d'y participer, et l'on ignore si le conflit dégénérera en guerre terrestre à grande échelle »*, a certifié à *l'Humanité* Zagros Enderyari, membre de la commission des affaires étrangères du Parti pour la vie libre du Kurdistan (PJAK), joint par téléphone. *« La Coalition ne considère pas cette guerre comme la sienne. Les intérêts d'Israël et des États-Unis dans ce conflit contre le régime iranien divergent de ceux des peuples iranien et kurde du Kurdistan oriental. Nous estimons ne pouvoir être des alliés stratégiques des Américains dans cette guerre, ni nouer une alliance permanente avec eux, comme l'ont vécu les Kurdes du Rojava. »* Pour les États-Unis, la partie est serrée et les équilibres fragiles. Les groupes iraniens sont tous basés au Kurdistan d'Irak, le Bachour. Une province qui bénéficie d'un statut autonome au sein de l'Irak et possède son propre gouvernement et un Parlement. Les deux principaux partis historiques, le Parti démocratique du Kurdistan, dominé par la famille Barzani, et l'Union patriotique kurde, des Talabani, semblent réticents à l'utilisation de leur sol pour attaquer l'Iran. Massoud Barzani et Bafel Talabani ont tous les deux eu une discussion avec Donald Trump. *« Il nous a dit que les Kurdes devaient choisir leur camp dans ce conflit : soit avec les États-Unis et Israël, soit avec l'Iran »*, a affirmé, sous couvert d'anonymat, un responsable kurde. Un autre a précisé que *« ce n'est pas une question de savoir qui dispose de milices armées plus actives »* prêtes à intervenir en Iran, *« mais de savoir qui bénéficie du plus grand soutien interne »*. Trump s'est aussi entretenu avec le président du Parti démocratique du Kurdistan iranien, Mustafa Hijri.

« Cette guerre, déclenchée sans notre consentement, représente à la fois des opportunités et des menaces pour tous les peuples d'Iran, soutient encore Zagros Enderyari. *Il est du devoir des partis politiques kurdes d'assurer la sécurité de leur peuple et de le protéger des dangers à venir. Toute coopération avec les forces américaines se fera uniquement dans ce cadre. »* Mais les questions sont encore nombreuses, notamment concernant la figure de Reza Pahlavi, le fils du chah, qu'Israël aimerait voir s'installer au pouvoir en Iran. *« Au lieu d'unir l'opposition, il l'a divisée »*, dénonce le représentant kurde. Et, en l'absence d'une force d'opposition progressiste organisée, la coalition kurde n'a, pour l'heure, aucun interlocuteur iranien. En outre, beaucoup de Kurdes iraniens ont encore à l'esprit la façon dont les États-Unis ont abandonné leurs frères du Rojava, pour installer, à Damas, un ancien dirigeant d'al-Qaida. ■

PIERRE BARBANCEY

(1) Le Parti pour la vie libre du Kurdistan ; le Parti démocratique du Kurdistan iranien ; le parti Komala du Kurdistan, dirigé par Reza Kaabi ; l'organisation Khabat du Kurdistan iranien ; le Parti de la liberté du Kurdistan ; le parti Komala du Kurdistan iranien, dirigé par Abdullah Mohtadi.

EN BREF

ISRAËL PILONNE LE LIBAN, PRÈS DE 400 VICTIMES
Tel-Aviv a bombardé le sud du Liban et de la banlieue de Beyrouth durant tout le week-end, intensifiant ses opérations contre le Hezbollah et exhortant les civils à fuir au nord du fleuve Litani. Le dernier bilan des autorités libanaises fait état d'au moins 394 morts – dont 83 enfants – et de plus de 517 000 déplacés depuis le début de cette guerre illégale. Dimanche, trois personnes sont mortes après un raid sur le camp palestinien d'Aïn el-Héloué. Le ministre libanais de la Santé, Rakan Nassereddine, a condamné des attaques contre *« les équipes médicales et les ambulances »*. De quoi tordre le bras au narratif affiché par l'armée israélienne d'une guerre *« juste »*. Cette dernière s'est targuée d'avoir éliminé près de 200 membres du Hezbollah.

ÉGYPTE Lors d'une réunion extraordinaire de la Ligue arabe dimanche au Caire, son secrétaire général, Ahmed Aboul Gheit, a qualifié *« d'irresponsables »* les attaques de l'Iran sur ses voisins.

POLLUTION Conséquence des bombardements sur quatre dépôts de carburant et un site logistique à Téhéran dans la nuit de samedi à dimanche, le ciel de la capitale iranienne a été recouvert de volutes de fumées noires toxiques.

MOYEN-ORIENT Les pays du Golfe – Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Koweït – ont essuyé de nouvelles attaques de drones iraniens. Samedi, le président iranien, Masoud Pezeshkian, a feint de s'excuser auprès d'eux en prétextant la présence de bases militaires états-uniennes sur leur sol, avant de revenir sur ses propos.

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

« Pour les forces kurdes, l'enjeu est également existentiel »

L'objectif des partis kurdes est de lutter pour mettre fin à la République islamique d'Iran, souligne l'universitaire **Sahar Bagheri.** Washington et Tel-Aviv pourraient chercher à encourager l'ouverture de nouveaux fronts afin de disperser les capacités militaires iraniennes.

Pourquoi les États-Unis et Israël se tournent-ils maintenant vers les Kurdes ? Dans quel but ?

La réponse à cette question n'est pas simple, sa difficulté découle de l'ambiguïté stratégique de la politique de Trump dans cette guerre et de l'incertitude qui entoure sa doctrine. Néanmoins, plusieurs déclarations de responsables de son administration laissent entrevoir une orientation relativement cohérente, consistant à mobiliser, directement ou indirectement, l'ensemble des acteurs politiques et militaires susceptibles d'exercer une pression sur la République islamique d'Iran. Les décideurs à Washington savent que la chute de la République islamique ne peut résulter de simples frappes aériennes.

Les responsables américains et israéliens considèrent les Kurdes comme un acteur politique potentiel dans les dynamiques internes de l'Iran. Les Kurdes du Rojhelat (Kurdistan d'Iran) ont joué un rôle d'avant-garde dans le mouvement révolutionnaire « Femme, vie, liberté » en septembre 2022 et ont bien montré la capacité politique, discursive et organisationnelle des Kurdes pour un changement démocratique en Iran. Le poids politique des forces kurdes ne repose pas uniquement sur leur capacité militaire. Il tient aussi, et peut-être surtout, aux liens organiques que les partis politiques kurdes entretiennent avec la société civile au Kurdistan.

Un autre élément tient à la position stratégique du Kurdistan dans l'espace régional. Situé à l'intersection de plusieurs frontières et dynamiques géopolitiques majeures du Moyen-Orient, il occupe une place particulière dans les calculs des puissances régionales et internationales. Dans ce contexte de guerre avec l'Iran, l'activation d'un front occidental à partir des régions kurdes pourrait ainsi constituer un levier supplémentaire de pression sur le régime.

L'intérêt porté aux Kurdes est donc hautement stratégique ?

C'est probablement cette combinaison – présence politique, ancrage social, capacité de mobilisation et position stratégique dans la région – qui confère aux forces kurdes une importance particulière pour Washington. Autrement dit, ce qui peut intéresser les États-Unis n'est pas seulement l'existence d'une force armée, mais celle d'un acteur politique disposant d'une base sociale et d'une certaine légitimité au sein de la population. Washington et Tel-Aviv pourraient chercher à encourager l'ouverture de nouveaux fronts afin de disperser les capacités militaires iraniennes et de multiplier les points de pression sur le régime. Le front occidental de l'Iran – c'est-à-dire le Kurdistan – apparaît ainsi comme un espace stratégique potentiel dans cette logique, dans la mesure où l'activation d'une dynamique militaire dans cette région pourrait contraindre Téhéran à redéployer une partie de ses forces et accroître sa vulnérabilité face aux opérations extérieures.

SAHAR BAGHERI
Docteure en économie et chercheuse à l'université Sorbonne Paris-Nord, spécialiste du Kurdistan et de l'Iran

Comment les mouvements kurdes répondent-ils à ces sollicitations alors qu'au Rojava les États-Unis les ont abandonnés ? Que représente la coalition qui s'est formée ?

Du point de vue des objectifs politiques, les partis kurdes ont clairement affirmé, notamment dans la déclaration de formation de la Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien (lire page 2 – NDLR), que leur objectif est de lutter pour mettre fin à la République islamique d'Iran. À ce stade, cet objectif converge partiellement avec celui des États-Unis et d'Israël, mais reste fondé sur des logiques politiques différentes.

Pour les forces kurdes, l'enjeu est également existentiel. Elles savent que, si la République islamique parvient à se maintenir au pouvoir, elles resteront parmi les principaux ennemis du régime et pourraient être confrontées à une campagne brutale visant à les neutraliser ou à les détruire. Les menaces formulées par des responsables iraniens tels qu'Ali Larijani (secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale d'Iran – NDLR) et Mohammad Ghalibaf (président du Parlement iranien – NDLR) contre les forces kurdes, ainsi que les bombardements visant actuellement les camps du Parti démocratique du Kurdistan iranien, du Parti de la liberté du Kurdistan et du parti du Komala, confirment cette perception. Cette logique n'est d'ailleurs pas nouvelle : durant la guerre des Douze-Jours, alors même que les partis kurdes n'avaient mené aucune action contre l'Iran, le régime a bombardé leurs camps situés au Bachour (Kurdistan d'Irak). De même, lors du soulèvement « Femme, vie, liberté », ces camps avaient déjà été pris pour cible. Dans ces conditions, les forces kurdes considèrent que la menace qui pèse sur elles est aujourd'hui encore plus grave, car un régime fragilisé pourrait chercher à éliminer des acteurs qu'il perçoit comme principaux ennemis.

Une coopération militaire des forces kurdes est-elle envisageable ?

À ce stade, il n'existe aucune déclaration officielle confirmant une collaboration militaire directe entre les forces kurdes et les États-Unis dans la guerre en cours. Plusieurs dirigeants des partis politiques kurdes ont affirmé qu'ils ne mettraient pas leurs forces en danger face aux opérations meurtrières de la République islamique sans un calcul politique précis. Ils ont également souligné que le retour des forces de guérilla au Kurdistan ne pourra

Le 3 mars, à Koye, dans le nord de l'Irak. SAFIN HAMID/AFP

Le 9 janvier, à Erbil (Irak). Manifestation en soutien avec la population kurde assiégée à Alep (Syrie). SABUR RASHID/ZUMA/SIPA

être envisagé que lorsque le régime aura perdu la capacité de réprimer et de massacrer la population, plaçant ainsi la décision dans une logique stratégique basée sur l'évolution du rapport de force interne. Cela étant dit, les partis kurdes ont toujours affirmé que leur lutte pouvait inclure des formes de coopération politique avec différents acteurs étatiques ou internationaux, lorsque ces coopérations peuvent contribuer à la résolution de la question kurde en Iran et à une transformation démocratique du système politique iranien tout en reconnaissant leur agenda politique. Pour un mouvement politique engagé dans un conflit de longue durée, la possibilité d'alliances tactiques ou stratégiques avec d'autres acteurs n'est pas en soi exceptionnelle, elle relève d'une logique classique de convergence d'intérêts dans certaines conjonctures.

Quelles peuvent être les conséquences pour les Kurdes de Syrie, de Turquie et d'Irak ?

Cette guerre aura des répercussions sur l'ensemble du Kurdistan. Le Kurdistan irakien est directement concerné, sa position stratégique, la présence des forces du Rojhelat sur son territoire, ses liens étroits avec les États-Unis, ainsi que ses relations économiques et diplomatiques avec l'Iran le rendent particulièrement vulnérable. La République islamique a déjà ciblé Erbil et menacé de représailles sévères en cas de coopération avec les Kurdes iraniens. Parallèlement, Washington cherche à impliquer le Kurdistan irakien dans le conflit, car un front occidental contre l'Iran dépendrait de sa participation. La prolongation du conflit pourrait plonger la région dans une crise économique, mais un affaiblissement durable de la République islamique et une décentralisation du pouvoir en Iran offriraient aux Kurdes iraniens un accès au pouvoir, ouvrant de nouvelles perspectives politiques et économiques pour le Bachour et redéfinissant le paysage régional.

Pour les Kurdes de Turquie, beaucoup dépendra de l'issue de la guerre. La Turquie se sent menacée par la présence kurde dans le Nord-Ouest iranien et pourrait réagir par la pression ou des menaces militaires. Cependant, si un futur gouvernement iranien se positionne de manière pro-occidentale, cela pourrait affaiblir la position turque dans la région et réduire la répression contre les Kurdes du Bakour et du Rojava.

Quant aux Kurdes du Rojava, leur avenir sera influencé par la redistribution des pouvoirs régionaux : un affaiblissement de l'Iran limiterait l'influence turque dans certaines zones, mais Israël pourrait aussi s'opposer à une intervention turque en Syrie et ajuster son soutien à Damas, affectant indirectement la sécurité et la stabilité du Rojava. En somme, l'impact de ce conflit dépasse le seul Rojhelat, il pourrait transformer l'équilibre régional, avec des risques immédiats pour la sécurité et l'économie, mais aussi des opportunités politiques inédites pour l'ensemble des Kurdes. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

l'Humanité Les Inrockuptibles radio nova STREET PRESS blast

ACTUELLEMENT EN KIOSQUE 8,90 €

À l'heure où l'extrême droite cherche à s'enraciner localement et où les médias qui la soutiennent imposent leur agenda et leurs obsessions, cinq rédactions ont fait un choix simple : s'unir, travailler ensemble et frapper juste.

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

❑ JE COMMANDE *

Le hors-série *Combat ! Front commun contre l'extrême droite* au prix de 8,90 € + 3 € de frais de port**, soit 11,90 € x _____ exemplaire(s) = _____ €.

Total de ma commande _____ €

PRÉNOM .....
NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
CODE POSTAL .....
TÉLÉPHONE .....
E-MAIL .....

* Délai de livraison de 10 à 12 jours. ** France métropolitaine.

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de *l'Humanité* à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION - 33, RUE DES GRANGES-GALAND - 37550 SAINT-AVERTIN

«Les hommes ont peur que les femmes se moquent d'eux. Les femmes ont peur que les hommes les tuent.» Margaret Atwood

LA FEMME DU JOUR

JOSEP LAGO/AFP

Susan Sarandon

Blacklistée en raison de ses positions pour la Palestine. La carrière hollywoodienne de l'actrice oscarisée s'est effondrée depuis qu'elle a appelé à un cessez-le-feu en 2023 à Gaza. Militante pour la paix et pour la cause palestinienne, Susan Sarandon n'a jamais caché ses engagements. Elle en paie le prix fort. Les portes du cinéma et de la télévision à Hollywood lui sont fermées depuis qu'elle a été licenciée par son agence, United Talent Agency, en 2023. *« Je suis allée jusqu'en Angleterre et en Italie, et je travaille là-bas aujourd'hui »*, a-t-elle confié en marge de la cérémonie des Goyas à Madrid où elle était honorée d'un Goya international. Dénonçant la répression et la censure aux États-Unis, elle a salué la position de clarté morale de l'Espagne et de l'Irlande sur la Palestine ainsi que le soutien qu'elle reçoit de l'acteur Javier Bardem. ■

LATIFA MADANI

COUP DE PROJECTEUR

La santé des femmes étudiée

Règles douloureuses, contraception mal tolérée, fausses couches, IVG… une enquête inédite de l'Observatoire société consommation, l'Obsoco, menée auprès de 4 000 femmes âgées de 18 à 75 ans révèle l'ampleur des troubles en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes et le poids du silence à ce sujet.

C'EST UN MONDE

Microsoft reste à l'école

Alors que le ministère de l'Éducation nationale et l'État recommandent de ne plus utiliser les services des Gafam en raison de risques de dépendance, de pression et d'espionnage, l'accord-cadre avec Microsoft, déjà renouvelé en 2020 et en 2025, a été, selon Mediapart, reconduit tacitement pour au moins douze mois.

L'œil de Bobika

LA BONNE NOUVELLE La France, premier pays de l'UE à rembourser à 100 % la Prep injectable

Une nouvelle avancée majeure dans l'arsenal de prévention du VIH. On connaît le traitement préventif du VIH, ou Prep pour « prophylaxie pré-exposition », sous forme de comprimés à prendre fréquemment. Il existe aussi sous forme injectable et à longue durée d'action. En septembre 2023, l'Agence européenne des médicaments a accordé son autorisation de mise sur le marché. Il s'agit du cabotégravir, commercialisé sous le nom d'Apretude. En mai 2024, la Haute Autorité de santé a rendu un avis favorable à son remboursement. C'est désormais chose faite. Depuis le 2 mars, ce traitement est disponible en France et remboursable à 100 % par l'assurance-maladie en application d'un décret du 26 février. Les essais cliniques ont notamment montré que ce nouveau traitement injectable présentait une efficacité supérieure à celle du schéma oral quotidien. L'agence spécialisée des Nations unies, Onusida, saluait cette avancée dans la lutte contre le VIH, estimant que *« ce traitement pourrait changer la donne »*. ■

L. M.

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vidéo Comme l'a encore récemment montré le « girlcott » du Festival d'Angoulême, les industries culturelles sont elles aussi au centre d'enjeux concernant les droits et la représentation des femmes. Mais connaissez-vous la polémique « Women in refrigerators » ? Pourtant, sans que vous le sachiez, elle a marqué pour des décennies nos imaginaires. Explications par Bolchegeek dans le nouvel épisode de *POPulaire*.

Vidéo 2 Quelle place pour le féminisme dans les politiques locales ? Pour en parler, Hélène Bidard, élue du Parti communiste à la mairie de Paris depuis 2008, adjointe chargée de l'égalité femmes-hommes depuis 2014, candidate sur la liste d'Emmanuel Grégoire, candidat de l'union de la gauche et des écologistes à la mairie de Paris.

BRUNO ARBESU

LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Poésie?

Un peu de poésie dans ce monde ? *Combat toujours perdant*, c'est le titre du recueil de poèmes, donc, que publie Michel Houellebecq. On ne parlera pas du romancier sensible au désarroi du mâle occidental ou évoquant, dans *Soumission*, l'islamisation de la France, ou de l'idéologue qui, dans un entretien avec Michel Onfray en 2022, évoquait *« la perte de l'identité des Français »*, là encore menacés par *« les musulmans »*, pas non plus du politique épris de Trump. Non, il s'agit du poète, héritier, nous dit *le Figaro* qui consacre une pleine page à ce recueil, *« de Baudelaire, Nerval, sans oublier Rimbaud avec ces vers qui semblent démarqués d'*Une saison en enfer : *Allons ! il faut partir* / Et nettoyer la place / Libérer l'avenir / pour la nouvelle race ». Car déjà, *« Ils sont là / Parmi nous / Et ils sont différents, / Ils viennent d'un futur qui n'existera pas, / Nos désirs et nos peurs les laissent indifférents / Ils ne nous aiment pas »*. Et pas gentils, en plus. Si c'était de la poésie, les tracts du RN seraient des chefs-d'œuvre. ■

C'EST UN SCANDALE

Hanifa Taguelmint victime d'insultes racistes

Colistière du Printemps marseillais, cette figure historique de la marche de 1983 contre le racisme et pour l'égalité – ou Marche des Beurs – s'est fait traiter de *« sale bougnoule »* par des militants du RN alors qu'elle tractait samedi 7 mars dans le quartier de Château-Gombert (13e). *« On est partis tracter à trois, puis nous nous sommes séparés, et je me suis retrouvée seule dans une petite rue. Ils étaient cinq, ils m'ont insultée et j'ai marché le plus rapidement possible jusqu'à ma voiture »*, relate auprès de la presse locale la militante de 63 ans, qui dénonce une campagne politique au climat *« particulièrement violent, jamais atteint auparavant à Marseille »*. Le RN dément et parle d'un *« contre-feu »* de ses adversaires. Ancienne cadre de LFI, Hanifa Taguelmint a rejoint la liste de Benoît Payan, où elle figure en 8e place.

À Paris, le 8 mars.
AYOUB BENKARROUM POUR *L'HUMANITÉ*

Toutes unies contre le masculinisme et l'impérialisme

8 MARS Deux cent mille personnes ont participé aux manifestations en France pour la Journée internationale des droits des femmes. À Paris, Gisèle Pelicot et sa fille Caroline ont ouvert un cortège solidaire des Iraniennes, Kurdes, Palestiniennes…

Mère et fille, côte à côte. En ce 8 mars, dès que la manifestation parisienne joyeusement musicale et bariolée s'élance de la place de Stalingrad derrière la banderole du collectif Grève féministe, portée notamment par Suzy Rojtman (Collectif national pour les droits des femmes) et Sophie Binet (CGT), deux silhouettes se faufilent entre les rangs des militantes de la Fondation des femmes, aux côtés de sa présidente, Anne-Cécile Mailfert, et de la chanteuse Suzane. Aux acclamations et mercis lancés tout autour d'elles, Gisèle Pelicot répond par *« On ne lâchera rien »*. Sa fille, Caroline Darian, s'est elle sentie *« extrêmement honorée d'être ici en présence de (sa) maman, qui envoie un vrai message d'espoir à toutes les victimes »*.

De transmission, il en fut largement question en cette Journée internationale des droits des femmes. Face aux masculinistes décomplexés d'extrême droite et intégristes de tout poil qui rêvent d'un retour de bâton, y compris dans les urnes dès la semaine prochaine lors du premier tour des municipales, une forêt de pancartes s'est élevée comme un barrage créatif et polyphonique. Certaines font lire leur colère contre les violences sexistes et sexuelles (« Si un viol, c'est du sexe, alors un coup de pelle dans ta gueule, c'est du jardinage »), et le traitement judiciaire qui leur est encore réservé (« Si t'es pas morte, c'est classé sans suite »). Glaçant ou réjouissant, l'humour est partout.

« IL Y A ENCORE BEAUCOUP D'ÉDUCATION À FAIRE »

Faire barrage en inculquant le principe de l'égalité femmes-hommes à son fils, c'est ce qu'est venue faire Paule. La Montreuilloise est préoccupée par des garçons et des filles *« qui ne se mélangent plus trop dans la cour de récréation »*. Agrippé à sa main, le fiston mâchonne un ballon violet distribué par le collectif Nous toutes et ne perd pas une miette de ce cours express de féminisme. L'égalité, on n'y est toujours pas, se désolent deux lycéennes dijonnaises. Elles se battent au lycée contre « le manspreading » (« étalement masculin », par exemple prendre toute la place dans l'espace public) de leurs camarades, ou leurs remarques malsaines et propos ouvertement machistes. Face à ces relents rances, *« on réplique*, assure Marie et Abigaï, *même si, parfois, quand ils sont en groupe, ça ne sert à rien »*. ■■■

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

Alice se désole : *« Il y a encore beaucoup d'éducation à faire pour que les choses changent. Y compris au travail et y compris auprès de collègues femmes qui nous disent que, pour elles, tout va bien, alors qu'à fonction égale nous touchons toujours en moyenne 20 % de salaire en moins que les hommes. »* À ses côtés, Clara se place sur le front des mots. *« Macron parle de réarmement pour relancer la natalité, comme si le corps des femmes était fait pour produire de la chair à canon. Quant à Brigitte Macron, elle traite des féministes de "sales connes". Il y aurait de quoi déprimer. Heureusement que ce genre de manifestation nous montre qu'on n'est pas toutes seules. »*

Le 8 mars, un fort remède à la déprime ? C'est ce que pense Lucile. *« Ça sert aussi à ce que moi, féministe parisienne, je montre ma solidarité avec les femmes du monde entier »*, assure cette militante d'un bar associatif du 18e arrondissement. Des pancartes en espagnol contre l'ingérence américaine au Venezuela et à Cuba ; là des écriteaux pour dénoncer l'affaire Epstein. Partout les rangs sont parsemés de keffiehs ou d'accessoires à l'effigie de la pastèque, contre le génocide en Palestine. Ce 8 mars était résolument un appel à une internationale féministe, anti-impérialiste et pacifiste. *« Solidarité avec les femmes du monde entier »*, s'époumone Sofia, militante de Nous toutes. *« Partout en Europe, la militarisation est en cours et l'économie de guerre fonctionne à plein régime. Nous disons non à l'enrôlement de nos enfants dans leurs guerres, stop à ces politiques capitalistes et impérialistes qui massacrent tous les peuples »*, tempête sa camarade Marielle.

> « Nous réaffirmons notre solidarité avec les peuples opprimés. »
> ANA, JEUNE IRANIENNE

DE L'IRAN AU CONGO JUSQU'AU ROJAVA ET AU-DELÀ

Dans le cortège, Emmanuel Macron est accusé d'être le vassal de Donald Trump dans ses entreprises guerrières. *« Les femmes sont les premières victimes de ces bouleversements parce qu'elles sont le soubassement des sociétés partout dans le monde »*, affirme Augusta Epanya, représentante de la CGT de Seine-Saint-Denis. Ana (1), jeune Iranienne, avance avec ses sœurs d'exil. Toutes brandissent des pancartes jaunes aux inscriptions en lettres noires : « Les bombes n'ont jamais libéré personne » ; « Femme, vie, liberté – l'autodétermination des peuples et des corps en Iran ». Ce groupe de réfugiées iraniennes est mobilisé au sein du réseau transnational Femenist4Jina, en référence à Mahsa Jina Amini, Kurde tuée par la police des mœurs, à Téhéran, en 2022. *« Beaucoup d'entre nous, personnes féministes et queers, ont dû fuir le pays où nos vies sont menacées. Pour ce 8 mars, nous marchons avec le cœur encore plus lourd. Nous avons peu de nouvelles de nos proches pris au piège entre les bombes américaines et israéliennes et les balles de la République islamique. Nous sommes là pour faire entendre leurs voix »*, témoigne Sahar.

Ana prend la parole. Elles s'opposent par ailleurs au retour de l'héritier Reza Pahlavi, plébiscité par l'Occident. *« Alors que nous avons toujours lutté à la fois contre la tyrannie intérieure et contre la domination étrangère, les monarchistes et leurs alliés fascistes, islamophobes et racistes s'allient aux forces impérialistes et génocidaires. Ils déguisent une intervention militaire en promesse de libération pour légitimer une guerre inacceptable. » « Nous réaffirmons notre solidarité queer, féministe et internationaliste avec l'ensemble des peuples opprimés à travers le monde, de l'Iran à l'Afghanistan, de la Palestine, du Soudan, au Congo jusqu'au Rojava et au-delà. Nous vous demandons de ne pas garder le silence, d'affirmer l'autodétermination des peuples et de vous opposer à la guerre ! »* En fin de cortège, les militantes repartent fortes et unies, en entonnant dans les rues de Paris le chant révolutionnaire iranien, au cri de *« Non à la guerre, ni mollah ni chah ! le pouvoir au peuple ! »* Les femmes kurdes, elles, ont fait danser la foule.

SCARLETT BAIN ET STÉPHANE GUÉRARD

(1) Le prénom a été modifié.

Les visages de la lutte pour l'égalité au travail

Alors que leurs revenus sont encore inférieurs de 22 % à ceux des hommes, les femmes ont fait du combat contre les discriminations professionnelles un enjeu de la mobilisation de ce 8 mars.

Pour de nombreuses femmes, la vie professionnelle, si elle est émancipatrice, constitue aussi un espace où les discriminations se manifestent et se renforcent. En effet, le monde du travail peut agir comme un catalyseur des inégalités de genre : des représentations sociales persistantes sur les rôles féminins influencent l'accès à l'emploi, les perspectives de carrière.

Avant même l'entrée dans la vie active, certaines femmes peuvent être confrontées à des choix contraints et à des discriminations à l'embauche. Une fois en poste, les femmes peuvent subir d'autres formes d'inégalité, comme le temps partiel subi – elles continuent d'assumer presque seules le travail reproductif –, l'écart salarial, la sous-représentation dans les postes de direction ou encore le phénomène du « plafond de verre », qui limite leur progression professionnelle malgré des qualifications équivalentes. La maternité peut aussi accentuer ces inégalités : interruptions de carrière, ralentissement de la progression professionnelle ou pénalités salariales.

Ainsi, la vie professionnelle ne se contente pas de refléter les inégalités de genre présentes dans la société : elle peut aussi les amplifier et les rendre structurelles, en influençant durablement les trajectoires professionnelles, les revenus et la reconnaissance sociale des femmes. Bien évidemment, cela ne s'arrête pas à la fin de la vie active puisque le cumul des discriminations se paye à la retraite avec un écart de près de 40 % entre les pensions des femmes et celles des hommes.

EUGÉNIE BARBEZAT ET LÉA DARNAY

PHOTOS : AYOUB BENKARROUM

SOPHIE 66 ANS, AIDE À DOMICILE

Originaire du Cameroun, Sophie est auxiliaire de vie depuis vingt-cinq ans. *« J'ai ce don de me faire accepter par les personnes âgées avec qui je crée un lien de confiance. »* Hélas, depuis plus d'un an, l'association Antinea, qui l'emploie, est dirigée par *« un patron voyou qui nous paie au lance-pierre, en liquide, et n'a versé aucune cotisation à l'Urssaf depuis août 2024 »*. Résultat : les salariées – le plus souvent étrangères, en situation administrative précaire – se retrouvent sans fiches de paie, sans mutuelle, sans prise en charge de leur titres de transports depuis février 2025. *« Celles qui n'ont pas de papiers perdent tout espoir d'être régularisées, car on ne nous donne même pas les documents. Et celles qui ont un titre de séjour ne parviennent pas à le renouveler. Moi, comme je suis en règle, j'ai pris la tête de la mobilisation, car sans les attestations de travail nécessaires que mon employeur ne me fournit pas, je ne peux pas faire valoir mes droits à la retraite, alors que j'aurais dû partir en janvier dernier »*, explique cette mère de deux grands enfants, qu'elle a élevés seule. Actuellement, elle touche 800 euros par mois et, malgré son indéfectible sourire, Sophie peine à joindre les deux bouts.

CARINE 33 ANS, FORMATRICE CONTRE LES VIOLENCES AU TRAVAIL

La trentenaire a commencé sa vie professionnelle dans une association où elle sensibilisait les collégiens aux préjugés sexistes. *« Dès le collège, les enfants ont intégré des stéréotypes de genre, notamment par rapport aux métiers dans lesquels ils et elles se projettent »*, a-t-elle pu constater.

Actuellement, en tant que formatrice contre les violences au travail, Carine insiste sur les biais de représentativité des hommes et des femmes en entreprise. *« Par exemple, dans le secteur médical, certains établissements se targuent d'avoir 50 % d'hommes et, 50 % de femmes aux postes de direction. Mais, dans un secteur où il y a 80 % de femmes, cela ne correspond pas à la parité, mais à une surreprésentation des hommes. »* En couple hétérosexuel, la jeune femme fait aussi de la formation à la maison. *« Même si on essaie de se partager les tâches ménagères, la charge mentale de cette répartition, de prévoir les choses, me revient essentiellement »*, dit-elle avec un sourire. ■

HARMONY 39 ANS, EN RECONVERSION

Pendant des années, Harmony a travaillé dans la sécurité civile, *« un monde très masculin »*. Là-bas, les inégalités entre femmes et hommes *« étaient visibles au quotidien. J'étais moins payée alors que j'étais plus gradée que certains »*. Harmony jonglait entre son travail et sa famille. Les gardes pouvaient durer jusqu'à quarante-huit heures, et *« payer une nounou était impossible, alors j'emmenais parfois mes filles à la caserne »*, témoigne-t-elle. Ses grossesses ont aussi freiné sa carrière. *« Quand vous êtes en congé maternité, votre carrière est gelée. S'il y a un concours, ils vous demandent d'attendre pour le passer. »* Et après, *« on nous fait comprendre qu'on n'est plus opérationnelles »*. Puis, elle a dû arrêter sa carrière, poussée par son ex-conjoint, qui souhaitait *« qu'elle s'occupe des enfants et reste à la maison »*. *« S'est ensuivi un processus de contrôle coercitif »*, confie-t-elle. Aujourd'hui, Harmony a repris des études de droit. *« Je le fais pour que les jeunes femmes ne vivent pas ce que j'ai vécu. »* À la manifestation du 8 mars, elle est présente avec ses deux filles aînées et son petit dernier de quelques mois, *« pour leur montrer qu'il est important qu'elles continuent de se battre »*. ■

MARIE-CLAUDE 65 ANS, CHARGÉE DE RECHERCHE-ACTION, RETRAITÉE

Après avoir été libraire dans sa jeunesse, Marie-Claude a repris des études de sciences humaines pour travailler dans le domaine de la recherche-action et de la formation, dans un établissement d'enseignement supérieur pour adultes. *« J'ai toujours souhaité tracer ma route de manière indépendante, cherchant à m'émanciper, à tous points de vue. »* Après avoir quitté le Gers, d'où elle est originaire et où elle a fait une partie de sa carrière, Marie-Claude vit désormais à Paris, où elle a l'impression que *« c'est plus facile d'avoir une vie un peu hors des sentiers battus sans subir de discrimination »*. En effet, même si d'autres raisons ont été invoquées, Marie-Claude a subi un licenciement qu'elle estime lié au fait qu'elle *« ne cache pas son homosexualité »*. *« Particulièrement en milieu rural, les gens ont du mal à accepter qu'une femme s'assume seule, ne soit pas mariée, avec des enfants »*, assure-t-elle. Aujourd'hui retraitée, Marie-Claude ne roule pas sur l'or, *« comme la majorité des femmes retraitées célibataires »*. ■

SANDRINE 49 ANS, CHANTEUSE NICOLAS 45 ANS, ENTREPRENEUR

« J'ai la chance d'être amoureuse d'un homme qui a été élevé par une femme très féministe », confie Sandrine. Elle et Nicolas ont *« des métiers très prenants et des horaires compliqués »*, et se répartissent naturellement le travail domestique. Ils forment une famille recomposée avec leurs filles respectives, Daphné et Charlie, âgées de 14 et 15 ans. *« Ce sont elles qui nous ont entraînés, arguments chocs à l'appui, à la manifestation »*, se félicite Nicolas. Lui travaille à parité avec une femme qui, *« bien sûr, a les mêmes revenus »* que lui. Quant à Sandrine, elle a longtemps évolué dans le monde du jazz, où, regrette-t-elle, *« pour tirer son épingle du jeu en tant que femme, il faut adopter des codes masculinistes »*.

Aujourd'hui, cette intermittente du spectacle travaille plutôt avec des femmes et apprécie *« une forme de sororité et de bienveillance plutôt réjouissante, très loin du cliché des bonnes femmes qui se crêpent le chignon, savamment entretenu par les hommes »*. ■

NATHALIE 57 ANS, ASSISTANTE SOCIALE

Assistante sociale au sein de l'éducation nationale à Montesson, dans les Yvelines, depuis plus de trente ans, cette représentante syndicale au SNUASFP-FSU (syndicat des assistants sociaux de la fonction publique) regrette le *« manque de reconnaissance »* de son métier. *« Il aura fallu trente ans pour être enfin payés en adéquation avec notre parcours universitaire. »*, déplore-t-elle. Pour Nathalie, cela s'explique par la composition très féminisée de la profession : *« Nous sommes à plus de 90 % des femmes. »*

Malgré les recommandations du Haut Conseil du travail social appelant à une revalorisation salariale en premier lieu, *« c'est à peine si les ministres sont au courant de ce qui a été préconisé »*, soupire-t-elle. *« Les primes représentent un tiers de notre salaire »*, mais ne comptent pas pour la retraite, obligeant certaines à travailler plus longtemps. Sur le terrain, Nathalie accompagne des enfants et leurs

familles, *« essentiellement des femmes, les familles monoparentales étant majoritairement portées par des mères »*, insiste-t-elle. ■

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

À Lyon, la gauche croit à la remontada

MUNICIPALES Malgré la controverse consécutive à la mort de Quentin Deranque, la campagne a repris ses droits et se déroule quasi normalement. Le maire écologiste sortant, Grégory Doucet, a réduit son retard sur la droite, menée par le millionnaire Jean-Michel Aulas.

Lyon, envoyée spéciale.

Meeting féministe de Grégory Doucet, à Lyon, le 7 mars. EMMANUEL FOUDROT POUR L'HUMANITÉ

Le soleil donne sur la rive gauche du Rhône à Lyon, ce 7 mars. Les équipes de campagne du maire sortant écologiste, Grégory Doucet, et de Bruno Bernard, président vert de la métropole, ont décidé d'organiser leur dernier grand événement avant le premier tour : un meeting féministe devant plus de 1000 personnes. L'air est doux, la campagne dure. Face au favori Jean-Michel Aulas, ex-président de l'Olympique Lyonnais et grand unificateur de la droite et du centre, la gauche se bat de toutes ses forces et a d'ailleurs déjà réduit l'écart dans les sondages. Mais pas encore assez.

En janvier, l'équipe de Grégory Doucet se tâtait encore pour cibler le millionnaire, immensément populaire à Lyon. Mais les projets populistes (comme une promesse de gratuité des cantines, sans piste de financement et sur laquelle le candidat de droite semble déjà faire machine arrière), farfelus (remplacer les animaux du zoo de la Tête-d'Or par des hologrammes) ou d'un autre âge (un tunnel autoroutier de plusieurs milliards digne des années 1970) ont donné des arguments à la gauche, qui n'hésite plus. *« Le débat nous a beaucoup aidés, depuis la bulle Aulas éclate assez mécaniquement »*, se réjouit la députée PS Sandrine Runel, candidate à la métropole. La performance du chef d'entreprise, sur BFM Lyon le 24 février, a été si catastrophique qu'elle fait parler même ceux qui ne l'ont pas vue.

LFI EST DEVENU L'ÉPOUVANTAIL AGITÉ PAR TOUTES LES DROITES

À ce niveau du récit, il semble tout de même qu'il manque une pièce, et pas des moindres : la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque, à la suite d'affrontements avec des antifas, en février. L'émoi provoqué par le drame et ses suites ont interrompu la campagne pendant quelques jours. Mais ne semblent pas l'avoir bouleversée. *« On s'attendait à un impact fort, voire à une emprise sur la campagne, mais on a un peu l'impression que ça n'a rien changé »*, constate Sandrine Runel.

Pour en avoir le cœur net, rendez-vous est donné vendredi soir pour un porte-à-porte dans le 8e arrondissement, qui penche plutôt à gauche. Sur ce petit échantillon-là, de fait, aucune remarque ni sur Quentin Deranque, ni sur Aulas, ni sur la France insoumise (LFI). Mais les habitants semblent bien au courant que le scrutin arrive. *« Globalement, l'accueil est bon*, assure Gilles, candidat Place publique (PP) qui en est à sa cinquième session de la semaine. *Les demandes sont très locales. L'accueil est surtout très bon chez les jeunes couples, quand on parle écologie. Dans les quartiers populaires, dès qu'on dit "gauche" on tend l'oreille. »*

REPORTAGE

Même constat du côté de LFI, parti pourtant le plus éclaboussé par l'affaire Deranque, dans laquelle sont impliqués des ex-collaborateurs du député Raphaël Arnault. Rue de Marseille, dans le 7e arrondissement, samedi, le tractage est brièvement interrompu par un passant. Il accuse LFI d'être *« responsable »* de la mort de Quentin Deranque. Mais il sera le seul. Anaïs Belouassa-Cherifi, tête de liste insoumise, confirme que, oui, il y a eu des moments de tension. Comme *« ce mec qui se disait d'extrême droite et est venu bousculer nos militants sur un marché du 8e arrondissement »*. Mais, pour la députée, c'est un *« regard parisien »* que de penser que la campagne lyonnaise devait se retrouver sens dessus dessous du fait de ce qui s'est passé mi-février. *« Ça a cristallisé des choses, chez des gens qui hésitaient avec Doucet et viennent vers nous, car on est les seuls à tenir sur l'antifascisme »*, objecte-t-elle plutôt.

« Ça nous a quand même plombés à un moment où on a commencé à avoir des sondages un peu meilleurs et juste avant le débat, dont on savait que ça serait un moment difficile pour Aulas, nuance le sénateur écologiste et membre de la direction de campagne de Doucet, Thomas Dossus. *À la sortie, ça permet à la droite de faire dix jours sur les accords de second tour. »* C'est peut-être sur ce point que les conséquences de la mort de Quentin Deranque mais aussi des propos de Jean-Luc Mélenchon sur le patronyme d'Epstein se font ressentir. À Lyon, contrairement à Marseille ou à Paris, la question

de la fusion entre les insoumis et le reste de la gauche au second tour ne semblait pas poser beaucoup de problèmes. Mais, depuis le 12 février, LFI est devenu l'épouvantail agité par toutes les droites.

« UN PROJET RÉTROGRADE, UN PATRIARCAT QUI S'AFFIRME »

Lors du débat sur BFMTV, Grégory Doucet ne s'est pas caché en affirmant qu'il pouvait *« travailler avec Anaïs Belouassa-Cherifi »*. *« Doucet n'est pas bête, il sait que la seule fenêtre de tir pour gagner, c'est l'alliance,* plastronne la tête de liste LFI. *S'ils veulent porter la responsabilité de la victoire d'Aulas, c'est leur problème, moi, ce n'est pas mon intention. »* En écho aux tensions nationales à gauche, le PS préférerait faire sans fusion, sans toutefois fermer totalement la porte. Seule la direction de PP, de Raphaël Glucksmann, qui soutient la liste Doucet, a déjà annoncé qu'en cas de fusion avec LFI l'investiture serait retirée. Ce qui fait lever les yeux au ciel à Gilles, le candidat de PP rencontré lors du porte-à-porte : *« C'est bien joli d'avoir des consignes nationales, mais ils sont loin de la réalité du terrain. Ici, la menace, c'est Aulas. C'est pas quelques adjoints LFI qui vont changer quelque chose par rapport à ce que pourrait faire Aulas sur tout un mandat. »*

« La question du second tour, elle se pose depuis des mois, mais ce qui l'a rendue plus aiguë, c'est la révélation du programme de Jean-Michel Aulas », confirme Grégory Doucet à *l'Humanité*. Le maire, figure de la vague verte de 2020, place ses pions en vue d'un entre-deux-tours que les siens veulent transformer en référendum, moins contre Aulas

> « Il y a un vote de rejet d'Aulas, une sorte de "vote sérieux", qui fait que même des gens de droite vont voter pour nous au second tour. »
>
> BORIS MIACHON, ÉLU COMMUNISTE

lui-même que contre son projet, que l'édile sortant qualifie de *« rétrograde »*. *« C'est le retour du tout-béton, du tout-voiture, avec un patriarcat qui s'affirme ! Le projet d'une droite qui s'extrémise et qui fait de la différenciation entre les individus la nouvelle norme ! »* bombarde l'écolo. *« Plus on s'approche de l'élection, plus s'éloigne le côté "sympa" d'avoir Aulas candidat*, constate l'élu communiste Boris Miachon. *Il frise le ridicule, à chaque fois qu'il sort un gros projet il prend des claques. Nous, on sait de quoi on parle. Il y a un vote de rejet d'Aulas, une sorte de "vote sérieux", qui fait que même des gens de droite vont voter pour nous au second tour. »*

À moins de 10 points d'écart au premier tour, l'équipe Doucet veut croire possible la remontada électorale. Pour l'instant, tout le monde est dans la brume. Aucun sondage n'a été réalisé depuis la mort de Quentin Deranque. Le seul verdict qui compte, c'est de toute façon celui du 15 mars. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

Le ministre de la Justice en visite à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, dans les Bouches-du-Rhône, le 9 février. THIBAUD MORITZ/AFP

Juger les viols en un jour ? Darmanin conteste, *l'Humanité* confirme

JUSTICE Le garde des Sceaux a répondu à nos révélations, niant avoir donné pour consigne de limiter les audiences des cours criminelles à une journée. C'est pourtant ce que montrent les documents auxquels nous avons eu accès. Qui attestent aussi une forme de chantage aux effectifs supplémentaires…

À la veille du 8 mars, la chancellerie ne pouvait pas laisser passer les informations de *l'Humanité* sans réagir. Sur notre site dès mercredi soir, nous révélions les consignes données par le garde des Sceaux pour *« mettre en œuvre le plan national de soutien à l'audiencement criminel »*. En particulier celle qui a depuis suscité une indignation certaine : limiter à une seule journée d'audience, *« chaque fois que le cas d'espèce le permet »*, les dossiers renvoyés devant les cours criminelles départementales, ces juridictions composées de magistrats professionnels qui jugent à 90 % des affaires de viol.

« Le ministre n'a jamais donné d'instruction sur la durée des audiences, il n'en a pas le pouvoir », a réagi la chancellerie le 5 mars, assurant que *« ni la circulaire du ministre ni l'instruction DACG/DSJ* (direction des affaires criminelles et des grâces/direction des services judiciaires – NDLR) *ne font spécifiquement mention des infractions de viol »*.

LE JEU DES SEPT ERREURS

Une réponse qui fleure bon la mauvaise foi, le ministre étant parfaitement au fait de la part ultra-majoritaire des dossiers de viol dans l'activité des cours criminelles. Le 19 février, devant la délégation aux droits des femmes du Sénat, Gérald Darmanin l'avait reconnu : *« La cour criminelle est devenue la cour du viol. Cela devient une spécialisation de fait. »* Difficile d'être plus clair. Or ces juridictions, expérimentées depuis fin 2019 et généralisées à tout le territoire en 2023, sont bien mentionnées en toutes lettres dans les documents ministériels.

Ce qui est moins clair en revanche, c'est pourquoi les services de la chancellerie ont rédigé deux textes, le 27 février, pour faire passer les consignes du garde des Sceaux : une « dépêche », révélée par *l'Humanité*, qui contient bien l'objectif de limiter *« l'audiencement d'affaires sur une journée devant les cours criminelles départementales »* ; mais aussi une *« circulaire »*, dans laquelle ne figurent pas ces incitations… *« C'est très inhabituel en effet*, convient Justine Probst, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature. *En général, les "dépêches" ont plus une vocation informative, de synthèse d'autres documents plus détaillés, comme les circulaires. Mais là, c'est l'inverse ! »* Vendredi, aucun des deux documents ne figurait sur le portail interne du ministère de la Justice, accessible à tous les magistrats.

> « On veut nous imposer une sorte d'obligation de résultat, de "donnant-donnant", dans la diminution des stocks criminels. »
>
> JUSTINE PROBST, SECRÉTAIRE NATIONALE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Au jeu des sept erreurs entre la « dépêche » et la « circulaire », *l'Humanité* a repéré une autre phrase qui pourrait expliquer cette double communication. Dans les deux textes figure le même objectif de *« réduire par deux les délais et les stocks criminels* (les affaires en attente de traitement – NDLR) *en trois ans »*, mais la dépêche contient, elle, une précision d'importance, en forme de menace : *« Le maintien des effectifs alloués en surnombre sera étroitement corrélé à l'évolution des stocks. »*

6 000 DOSSIERS EN ATTENTE

« On veut nous imposer une sorte d'obligation de résultat, de "donnant-donnant", dans la diminution des stocks criminels, analyse Justine Probst. *Sans jamais nous dire quels autres types de dossiers on devrait laisser de côté pour satisfaire cette priorité. »* La secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature, qui accuse le ministre de vouloir faire du viol un « sous-crime », juge par ailleurs ses objectifs de réduction des délais et des stocks *« bien peu réalistes, compte tenu de l'explosion du nombre de dossiers en souffrance »*. Selon le dernier rapport de la mission d'urgence relative à l'audiencement criminel, il y avait fin 2023 près de 4 000 dossiers criminels en attente. Deux ans plus tard, ce chiffre a atteint les 6 000, dont 800 pour le seul ressort de la cour d'appel de Paris. Des chiffres inquiétants, qui ont sans doute inspiré à la chancellerie ces solutions expéditives… ■

ALEXANDRE FACHE

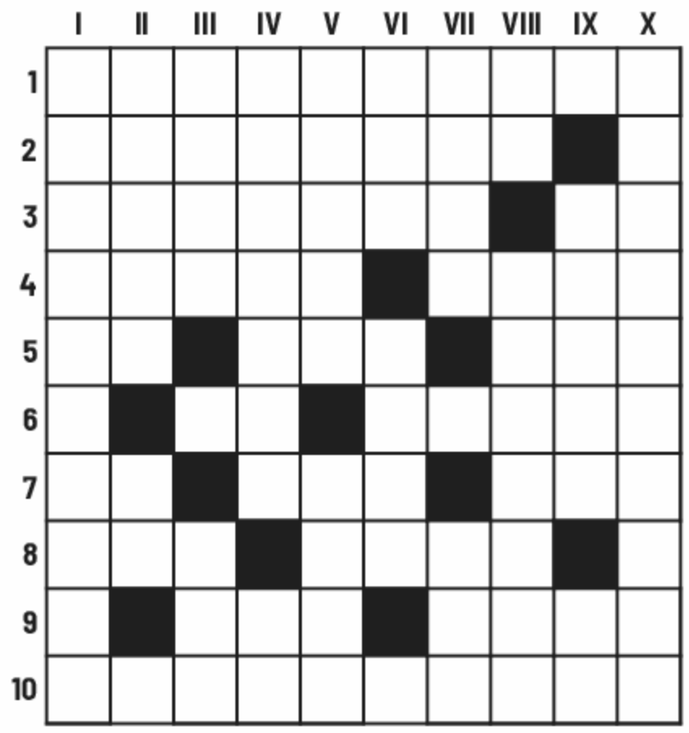
RETROUVEZ *L'HUMANITÉ* SUR INTERNET

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs…

Toute notre actualité à portée de clic.

- www.humanite.fr
- facebook.com/humanite.fr
- twitter.com/humanite_fr
- linkedin.com/company/lhumanite
- Compte lhumanitefr sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 24 397 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Fantomatiques. **2.** Gâtée. **3.** Berças d'illusions. Filet d'eau. **4.** Tenta de résister. Écrit qui constate un fait. **5.** Sur un diplôme. Unité de sensibilité des émulsions photographiques. Poème lyrique. **6.** Protection de couturière. Devenir un peu aigre. **7.** Satellite de Jupiter. Ancienne unité de fluidité. Petit support sur lequel on pose les balles de golf. **8.** Possèdent. Fils d'Isaac. **9.** Rivière suisse. Sans compagnie. **10.** Manque d'eau.

VERTICALEMENT

I. Placerions un siège en cuir sur une monture. **II.** Bandages de roues. La voix publique. **III.** Désignât par voie de suffrages. Bruit sec. **IV.** Fabricant de jeux pour la belote. Interjection qui exprime la joie. **V.** Fis feu. Un homme misérable. **VI.** Ancien sigle de l'Allemagne. Glucides non hydrolysables. **VII.** Qui vit bien. Extrait de la férule. **VIII.** Laize. Bancales. **IX.** Effacé d'un registre. Mœurs. **X.** Appareil de manutention mobile.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Spectrales. **2.** Enlaidie. **3.** Leurras. Ru. **4.** Lutta. État. **5.** Es. ISO. Ode. **6.** Dé. Surir. **7.** Io. Rhé. Tee. **8.** Ont. Ésaü. **9.** Aar. Seul. **10.** Sécheresse. **VERTICALEMENT. I.** Sellerions. **II.** Pneus. On. **III.** Élût. Tac. **IV.** Cartier. Ah. **V.** Tiras. Hère. **VI.** R.D.A. Oses. **VII.** Aisé. Ase. **VIII.** Lé. Tortues. **IX.** Radié. Us. **X.** Sauterelle.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Nordine Idir, secrétaire général et codirecteur de la publication
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1129 C 79615
Tirage du 5 mars 2026 23 609 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

UN HORS-SÉRIE DE *L'HUMANITÉ*

Ouvrier, syndicaliste, communiste puis ministre à la Libération, Ambroise Croizat nous a laissé la justice sociale en héritage. Tous les combats qu'il a menés, de la construction de la Sécurité sociale aux nombreuses lois de progrès en faveur des travailleurs et à une nouvelle République, font de lui un homme qui mérite d'entrer au Panthéon. Ce numéro exceptionnel en retrace la vie.

JE COMMANDE *

Le hors-série ***Ambroise Croizat, père de la Sécurité sociale*** au prix de 11 € + 3 € de frais de port**, soit 14 € x ____ exemplaire(s) = ____ €
Total de ma commande ____ €

PRÉNOM .....
NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
CODE POSTAL .....
TÉLÉPHONE .....
E-MAIL .....

* Délai de livraison de 10 à 12 jours
** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de *l'Humanité* à :
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION
33, RUE DES GRANGES-GALAND
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

JE FAIS UN DON À L'*HUMANITÉ* EN VERSANT

€

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE. Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé **à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.**

☐ Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé **à l'ordre de l'Humanité en Partage.**

NOM / PRÉNOM
E-MAIL
TÉL.
ADRESSE
VILLE CODE POSTAL

☐ *J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.*

Votre don est à retourner à *l'Humanité*, souscription, immeuble calliope. 5 rue pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

EN LUTTE

BIBLIOTHÉCAIRES EN COLÈRE

L'ensemble des agents des bibliothèques de Chambéry (Savoie) a déposé un préavis de grève courant jusqu'au 2 mai pour alerter sur la dégradation de leurs conditions de travail et pour défendre un service public de qualité.

BRAS DE FER À COMMENTRY

Après avoir tenté d'empêcher les élèves des écoles d'apprendre *les Mains d'or* de Bernard Lavilliers, les instances de l'éducation nationale de l'Allier interdisent à la chorale du collège de se produire lors du concert de l'harmonie commentryenne en soutien aux forges.

GRÈVE À L'ATMP DE LA LOIRE

Les trois quarts des salariés de cette association chargée de la protection des majeurs dans la Loire sont en grève depuis le 5 mars. Soutenus par la CGT, ils dénoncent une contraction de l'effectif préjudiciable à leurs missions d'accompagnement.

Prison ferme pour le sous-traitant viticole

EXPLOITATION Dans l'affaire dite des « vendanges de la honte », la cour d'appel de Reims a confirmé la condamnation de la dirigeante d'Avanim et de ses hommes de main pour traite des êtres humains.

Les 57 vendangeurs de Nesle-le-Repons (Marne) ont bien été victimes de traite des êtres humains. La cour d'appel de Reims a rendu, le 4 mars, un arrêt confirmant les peines prononcées en première instance contre une prestataire kirghize proposant de la main-d'œuvre à des vignerons. Svetlana Goumina, dirigeante de la société Avanim, également condamnée, continuera sa peine de quatre ans de prison, dont deux ferme.

Cette victoire en appel acte la reconnaissance du calvaire de la cinquantaine de travailleurs étrangers qui se sont constitués partie civile dans cette affaire des « vendanges de la honte ». En septembre 2023, ces ouvriers sénégalais, mauritaniens et maliens, majoritairement en situation irrégulière, montent dans un bus affrété porte de la Chapelle à Paris, direction des vignes de la Marne. Deux hommes de main de la patronne kirghize leur ont fait miroiter un travail rémunéré 80 euros la journée et un couchage dans un hôtel. Une fois sur place, il n'en est rien. Dans la petite commune de la Champagne, c'est un taudis aux installations électriques dangereuses et aux sanitaires souillés qui attend les travailleurs. Ceux-ci sont amenés au pied des vignes, tassés dans le coffre d'une camionnette chaque matin, et ramassent gratuitement le raisin en plein soleil dix heures par jour avec pour seule nourriture un plat de riz le soir et un *« petit sandwich congelé »* le midi. Les deux rabatteurs ont également été condamnés à de la prison ferme.

« Nous observons de plus en plus de condamnations pour traite des êtres humains, nous en sommes très satisfaits, déclare David Desgranges, président du Comité contre l'esclavage moderne. *Mais nous éprouvons toutefois une grande déception face à la relaxe de la SARL Cerseuillat de la Gravelle »*. En première instance, cette société de production agricole avait été condamnée à 75 000 euros d'amende.

LE DONNEUR D'ORDRES RELAXÉ

C'est son dirigeant, Olivier Orban, qui avait fait appel aux services de Svetlana Goumina pour recruter 80 cueilleurs, tout en faisant peu de cas de l'authenticité des documents fournis par sa prestataire. Lors de l'audience en première instance, le vigneron avait juré ne rien savoir de la situation des travailleurs, balayant d'un revers de main son devoir de vigilance en tant qu'employeur. *« Cela fait des décennies que les vignerons fonctionnent comme ça et qu'ils se partagent les travailleurs sans papiers. Au prix payé pour faire ramasser le raisin, Olivier Orban ne pouvait pas ignorer qu'il y avait un souci »*, assure José Blanco, secrétaire général de l'intersyndicale CGT du champagne. *« Il est un homme du terroir, un homme du métier ancré dans le territoire. Il s'est défendu en expliquant les difficultés de son métier de vigneron, la cour a été sensible à cet argument »*, explique Mehdi Bouzaïda, avocat du Comité contre l'esclavage moderne.

« On voit que ce sont les maillons les plus bas de la chaîne qui trinquent, les donneurs d'ordres restent dans l'impunité. Or cette sous-traitance en cascade systémique incite à ce genre d'agissements », commente David Desgranges. Chaque année à l'heure des vendanges, nombre de vignerons de la Champagne délèguent en effet le recrutement d'ouvriers agricoles à des entreprises prestataires, le plus souvent étrangères. Certaines de ces sociétés, très opaques, sont même créées quelques jours avant le ramassage du raisin et disparaissent dans la foulée. *« Ces prestataires recrutent des personnes étrangères qui ne sont pas employées selon le droit français, qui travaillent de longues heures et pour un salaire moindre. Elles sont logées dans des camps dans les villages de Champagne, aux yeux de tous »*, dénonce José Blanco.

La condamnation à de la prison ferme de l'une de ces prestataires empêchera-t-elle les travailleurs des vignes de continuer de trinquer ? Pour les défenseurs de ces ouvriers agricoles extrêmement précaires, une nécessité demeure : celle d'engager la responsabilité des grandes maisons de champagne, jamais inquiétées et pourtant très probablement bénéficiaires de ces pratiques de traite des êtres humains. ■

MARIE TOULGOAT

AURELIEN LAUDY/PHOTOPQR/L'UNION DE REIMS/MAXPPP

57 travailleurs sans papiers s'étaient portés partie civile. Ici, le 19 juin 2025 au tribunal de Châlons-en-Champagne (Marne).

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

JEFF PACHOUD / AFP

Arthur Bauchet, le skieur qui affole les statistiques

PARALYMPIQUES Médaillé d'argent en descente, samedi, le chef de file du para-ski français vise quatre titres cette semaine aux Jeux de Milan-Cortina 2026.

PORTRAIT

« *C'était un pari fou ! Je vais quand même continuer à dire que je vais tenter d'aller chercher les quatre médailles d'or. Quatre en or et une en argent, ça sonne encore bien !* » Il a le sourire, Arthur Bauchet. Chef de file du para-ski alpin tricolore, le Varois, qui est venu aux jeux Paralympiques de Milan-Cortina 2026 avec l'objectif de décrocher cinq titres, un dans chaque discipline, a dû revoir ses plans sans que cela ne semble le perturber le moins du monde. Médaillé d'argent de la descente, samedi, derrière le Suisse Robin Cuche pour 61 centièmes, le Français, qui concourt dans la LW3 en ski debout, sait que cette médaille vaut de l'or, lui qui n'avait guère brillé dans cette épreuve depuis trois ans.

« *J'avais mis le curseur très haut,* reconnaît-il. *La descente n'est pas ma discipline la plus favorable, mais cette médaille d'argent a quand même très bon goût.* » Face au favori Robin Cuche, qui n'a pas commis d'erreur dans cette épreuve de vitesse pure, celui qui souffre de paraparésie spastique, une maladie génétique rare provoquant des tremblements, devait aussi affronter la spécificité de cette piste de la Tofane, très rapide, où les mouvements de terrain sont autant de difficultés supplémentaires.

> « Un médecin m'a sorti que j'étais presque fait pour skier et non marcher. »

La combativité et la joie de vivre, c'est de toute façon ce qui caractérise le skieur du Club des sports d'hiver de Briançon (Hautes-Alpes) qui ne se départit jamais de son sourire. Avec pour devise « Toujours aller au bout de ses rêves sans prendre l'option d'abandonner », Arthur Bauchet regarde toujours plus haut, toujours plus loin, toujours plus vite. Le grand public l'a découvert il y a huit ans lors des jeux Paralympiques de Pyeongchang, en Corée du Sud. À 17 ans, il remporte quatre médailles d'argent en descente hommes, en super-G, en slalom et en super-combiné. Quatre ans plus tard, aux Jeux de Pékin 2022, il décroche à nouveau quatre médailles (bronze en slalom géant), dont trois en or (descente, slalom et super-combiné).

Pour ses troisièmes jeux Paralympiques à seulement 25 ans, il était donc normal pour celui qui est devenu la tête de gondole du para-ski français de tendre vers l'excellence. « *Je vise haut car je me tue à l'entraînement* », souligne celui qui a commencé le ski à l'âge de 5 ans. Né au bord de la mer, à Saint-Tropez en octobre 2000, c'est pourtant dans les montagnes qu'Arthur Bauchet s'épanouit. Après de multiples week-ends passés à dévaler les pistes, grâce à ses parents qui les emmènent, son frère et lui, à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes), il commence rapidement la compétition en valide, avant que n'apparaissent à 10 ans les premiers symptômes de sa maladie. Qu'importe, sa passion pour la glisse est plus forte et celui qui grandit à Grimaud (Var) s'installe à l'âge de 15 ans dans la station de Briançon.

Sur les skis, il se sent bien. La chaussure lui permet de garder son pied en position d'étirement, ce qui « *aide mes muscles à ne pas trop se raidir. Un médecin m'a sorti que j'étais presque fait pour skier et non marcher*, plaisante-t-il. *C'est le meilleur sport que je pouvais faire.* » En 2016, il dispute ses premières compétitions internationales. Très vite, les résultats ne tardent pas à venir. L'année suivante, il décroche ses deux premiers titres planétaires à 17 ans aux championnats du monde de Tarvisio (Italie). Depuis, les titres mondiaux s'empilent à une vitesse affolante (12) tout comme les gros globes de cristal (8 consécutifs) en Coupe du monde, qui récompensent la régularité au classement général sur la saison (88 victoires et plus de 100 podiums au total).

UNE ARMOIRE À TROPHÉES QUI DÉBORDE

Passionné de cyclisme également, Arthur Bauchet se lance en parallèle, en 2023, sur la petite reine, dont le calendrier débute au printemps, dans l'espoir de participer aux jeux Paralympiques de Paris 2024. En quelques mois, il rejoint l'équipe Cofidis mais chute et se fracture la clavicule juste avant sa première Coupe du monde en 2024 et ne parvient pas à se qualifier aux Jeux. « *Cela m'a appris mentalement à être bon,* explique-t-il. *Quand ça devient compliqué un peu dans les jambes, je me dis : "Tu es capable de faire un contre-la-montre à vélo, tu ne vas pas pleurer pour 1 min 10 de descente !"* »

Aujourd'hui, avec une armoire à trophées qui déborde, il ne lui reste plus que le record de huit titres paralympiques de la légende du para-ski alpin tricolore, Marie Bochet, à battre. « *C'est fou, j'ai l'impression que tout me réussit, donc j'en profite à fond* », confie-t-il. La tête bien sur les épaules, il sait que pourtant rien n'est acquis d'avance et que la concurrence fait rage. « *J'ai un statut de favori qui s'est vraiment dessiné,* reconnaît-il, réaliste. *On dit toujours que c'est un rôle difficile à acquérir, mais il est encore plus compliqué à conserver.* » ■

NICOLAS GUILLERMIN

Cécile Hernandez offre à la délégation tricolore son premier titre

Quatre ans après sa médaille d'or à Pékin, la native de Perpignan a conservé sa place au sommet du podium en snowboardcross, dimanche aux jeux Paralympiques d'hiver.

Enveloppée dans le drapeau tricolore sur l'aire d'arrivée, puis enlacée et en larmes dans les bras de sa fille, venue célébrer son deuxième titre paralympique consécutif en snowboardcross, Cécile Hernandez a fait vibrer la France, dimanche, aux Jeux de Milan-Cortina 2026. À 51 ans, celle qui avait déjà remporté l'or il y a quatre ans à Pékin a devancé l'Américaine Kate Delson et la Chinoise Wang Xinyu pour offrir à la délégation française son premier titre dans ces Jeux.

« Je le lui avais promis, et tu ne trahis pas une promesse à ton enfant, a ensuite expliqué, les yeux rougis, la native de Perpignan (Pyrénées-Orientales), qui vit avec une sclérose en plaques. *Quand j'ai franchi la ligne, j'ai pensé à elle, et au fait que ce n'était pas possible (d'avoir gagné). J'avais rêvé de ce moment, de la serrer dans mes bras.* » Lors de *la Marseillaise*, médaille autour du cou, Cécile Hernandez n'a pas caché son émotion, tout en cherchant du regard Victoire-Éléonore, sa fille de 18 ans.

> « Je le lui avais promis, et tu ne trahis pas une promesse à ton enfant. »

UNE PRÉPARATION COMPLIQUÉE

Une victoire pour celle qui concourt en catégorie SB-LL2 et dont la préparation a été perturbée par les blessures et *« une santé mentale mise à mal »*. Après une demi-finale maîtrisée, où deux concurrentes ont chuté, la quintuple championne du monde a su creuser l'écart en finale avec Kate Delson, dans la dernière partie du parcours.

Victime de plusieurs blessures au cours des derniers mois, de conditions de préparation qui ne lui convenaient plus, tout en devant s'adapter à une maladie évolutive, Cécile Hernandez a songé à arrêter sa carrière. *« Je me souviens, j'étais dans ma voiture, on m'appelle pour me demander si ça va et je me suis mise à pleurer*, raconte-t-elle. *Mon préparateur mental m'a dit que, maintenant, j'avais besoin d'un psychologue car il y avait une dualité entre ma passion et mon bien-être mental.* »

« J'Y VAIS ET PLUS RIEN NE VA M'ARRÊTER »

Pas épargnée par les épreuves, Cécile Hernandez s'est toujours relevée. En octobre 2002, celle qui, valide, a commencé sa carrière sportive en BMX au niveau international, puis en snowboard, se retrouve terrassée au réveil par une poussée de sclérose en plaques qui lui paralyse totalement les jambes pendant plusieurs mois. Quelques années plus tard, elle parvient à reprendre le snowboard et se qualifie pour les Jeux de Sotchi (Russie), en 2014, où elle décroche une médaille d'argent. La voilà lancée. Au cours de la saison suivante, elle réalise un grand chelem en remportant toutes les étapes de la Coupe du monde de snowboardcross et de banked slalom.

Fatiguée par la maladie et les blessures à répétition, elle revient à l'essentiel avec l'aide d'un psychologue, dans les mois qui ont précédé ces Jeux de Milan-Cortina. *« On s'est recentrés sur pourquoi je faisais du snowboard, pourquoi j'aimais ça*, indique-t-elle. *À partir de là, quand j'ai retrouvé le plaisir, je me suis dit j'y vais et plus rien ne va m'arrêter.* » Victoire-Éléonore, qui a pourtant l'habitude de voir sa maman sur la plus haute marche du podium, n'en revenait toujours pas de la valeur de cette médaille. *« Je suis tellement fière d'elle, de ce qu'elle fait avec son handicap, son âge*, dit-elle chavirée par l'émotion. *Moi, je ne savais pas que j'aurais pu ressentir ça une fois dans ma vie.* » ■ **N. G.**

Les Bleus corrigés par le XV du Chardon

RUGBY Balayé par la furia écossaise (50-40), samedi à Murrayfield, le XV de France a vu son rêve de Grand Chelem s'envoler dans le tournoi des Six-Nations. Jamais les Bleus n'avaient encaissé autant de points face à l'Écosse en 105 confrontations officielles. La *« formidable défense »* évoquée par le staff tricolore après les trois premiers matchs a volé en éclats, et la charnière à trois (Antoine Dupont-Matthieu Jalibert-Thomas Ramos), grand motif de satisfaction, n'a jamais pesé sur le match. L'Écosse, qui est revenue à la hauteur de la France (16 points), peut même rêver d'un sacre. En recevant l'Angleterre, qui s'est encore un peu plus enfoncée dans la crise en s'inclinant pour la première fois devant l'Italie (23-18), les Bleus savent ce qu'il leur reste à faire samedi 14 mars. ■ **N. G.**

Éric Perrot assoit sa domination

BIATHLON Un bon week-end. Vainqueur de l'individuel (20 km) de Kontiolahti (Finlande), vendredi, sa quatrième victoire cette saison en Coupe du monde, ce qui lui a permis de s'assurer le petit globe de la spécialité, le biathlète Éric Perrot a ajouté dans sa besace, dimanche, celui de la mass start. Le Français (24 ans) a terminé deuxième de l'épreuve derrière le Norvégien Sturla Laegreid. Avec ces deux résultats, le Savoyard consolide sa domination au classement général et compte désormais 202 points d'avance sur l'Italien Tommaso Giacomel (999 contre 797), forfait à Kontiolahti après une intervention cardiaque. Derrière l'Italien, le Suédois Sebastian Samuelsson compte 276 points de retard sur Perrot, suivi par le Norvégien Johan-Olav Botn à 292 points. ■ **N. G.**

LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI
JOURNALISTE INDÉPENDANTE

Le respect est mort

Quel niveau de mépris faut-il atteindre pour annuler une compétition internationale à peine deux semaines avant le tout premier coup de sifflet ? Alors que la 14e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), version féminine, devait se tenir du 17 mars au 3 avril au Maroc, la Confédération africaine de football (CAF) a annoncé son report jeudi 5 mars, assurant qu'elle se déroulerait désormais du 25 juillet au 16 août en invoquant de vagues *« circonstances imprévues »* pour justifier la manœuvre. Une formule lapidaire, sidéralement creuse d'informations. *« En restant longtemps dans un flou total, la Confédération africaine de football a manqué de considération pour les nations qualifiées (au nombre de 16 – NDLR), pour les joueuses, les staffs techniques et ceux qui s'intéressent au football féminin »*, a déploré Birama Konaté, sélectionneur des Aiglonnes du Mali auprès du *Monde*, alors que la nouvelle était crainte depuis quelques semaines déjà.

En raison de la vacuité du communiqué de la CAF, les rumeurs vont bon train sur les réelles explications de ce décalage de dernière minute. Est-ce une manière pour le Maroc de signifier sa désapprobation à la suite des sanctions reçues après la finale de la CAN masculine remportée par le Sénégal, soit une amende pour la fédération et la suspension de deux joueurs ? Est-ce parce que le pays est en difficulté pour assurer l'ensemble des compétitions qu'il s'est engagé à tenir, avec la Coupe du monde masculine 2030 en ligne de mire ? *Le Monde* propose une troisième piste, citant une source à la fédération marocaine, celle-ci détaillant que le championnat local masculin a commencé en retard en septembre, puis a été interrompu par la CAN à l'hiver. Ainsi, les stades ne seraient pas disponibles pour les féminines car la première division s'y dérouler ait toujours et la situation n'a jamais été anticipée.

Quoi qu'il en soit, cette gestion chaotique de l'ensemble des acteurs concernés a des conséquences concrètes pour les footballeuses du continent, bouleversant leur préparation, secouant les budgets de leurs fédérations et leurs différents calendriers sportifs. D'autant que l'enjeu va au-delà de cette CAN qui sert de tournoi qualificatif pour la prochaine Coupe du monde féminine 2027, prévue au Brésil : les quatre meilleures équipes doivent y décrocher leur billet pour représenter l'Afrique sur la scène internationale. Dans ce contexte, l'incertitude organisationnelle ne relève plus seulement du manque de respect pour les sportives et leurs conditions de travail : elle met aussi en péril la préparation des sélections africaines pour le plus important des rendez-vous de la discipline. Et dit, encore une fois, le peu de déférence à l'adresse des championnes. ■

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

«On ne libère pas un peuple par une invasion armée»

THÉÂTRE L'actrice, autrice et metteuse en scène libanaise **Chrystèle Khodr** poursuit en France la tournée de *Silence, ça tourne*, spectacle crucial sur le massacre du camp palestinien de Tal el-Zaatar en 1976, six ans avant Sabra et Chatila. Alors que l'armée israélienne bombarde son pays, elle nous répond depuis Beyrouth, exprime sa colère et rappelle l'importance de documenter l'histoire.

À l'autre bout du fil, les drones vrombissent. Nous sommes le 3 mars, et Chrystèle Khodr est bloquée chez elle à Beyrouth, à deux kilomètres des bombardements de la banlieue sud. Nous devions nous voir à Paris, nous n'entendrons que sa voix. Elle arrivera en France plus tard, grâce à l'aide indéfectible du Centre dramatique national des 13-Vents de Montpellier (Hérault) et du Théâtre de la Bastille, à Paris, où doit se jouer *Silence, ça tourne* (1). Mais elle insiste : *« Je ne veux pas qu'on parle de moi.* » Le spectacle revient sur le massacre du camp palestinien de Tal el-Zaatar, à Beyrouth, en 1976, six ans avant Sabra et Chatila. S'y exprime un souci aigu de documenter l'histoire.

Le 28 février, les États-Unis ont attaqué l'Iran. Israël a repris de plus belle les bombardements au Liban. Quelle est votre réaction ?

Je suis très triste et très en colère. On ne libère pas un peuple par une invasion armée. On ne va pas non plus apprendre le libre arbitre au peuple iranien. La diplomatie doit toujours avoir sa place contre les ingérences étrangères. Dans les contextes de guerre, on devrait toujours parler avant tout d'économie plutôt qu'accepter que des massacres soient justifiés par le prétexte des droits de la femme et des libertés. Regarder combien une guerre génère d'argent, combien elle en fait dépenser aussi, et aux dépens de qui. De quoi les citoyens américains sont-ils privés pour pouvoir financer cette guerre ? Peut-être sommes-nous en train de vivre ce que les gens ont vécu pendant la Seconde Guerre mondiale : les uns subissent l'horreur, et le reste du monde se tait. En Iran, il y a eu 168 victimes civiles le premier jour des frappes, les « dommages collatéraux » étaient des filles à l'école. Et maintenant, qui va remplacer les mollahs : le fils du chah ou un autre mollah désigné par Trump ? Comment les luttes de la gauche iranienne ont-elles pu être étouffées ainsi ? J'appelle les gens à en revenir à l'histoire. À qui profitait-il que la révolution iranienne se transforme en révolution islamique et que les mollahs accèdent au pouvoir ?

Dans *Silence, ça tourne*, vous en revenez à l'histoire en mettant en scène les archives du massacre de Tal el-Zaatar, perpétré en 1976, en plein milieu de la guerre du Liban.

Ce spectacle, c'est un chapitre de la guerre, c'est un chapitre de la lutte palestinienne qui fait partie intégrante de l'histoire libanaise. C'est aussi une histoire de la lutte de l'Internationale communiste. L'aspiration vers un idéal communiste a eu un rôle dans la libération de plusieurs populations marginalisées du Liban. Pas seulement les Palestiniens qui sont arrivés au Liban après la Nakba (la « catastrophe », en 1948 – NDLR), mais aussi les populations massacrées et expulsées hors de leurs villages lors de la première invasion israélienne du sud du Liban, les habitants des ceintures de pauvreté à Beyrouth qui venaient pour la plupart du Sud et d'autres campagnes du pays… La résistance connue sous le nom du Front de la résistance libanaise ne se réduisait pas à la résistance armée, elle aspirait aussi à la justice sociale, à l'égalité pour tous. Le communisme a été peu à peu supplanté par le dogme islamique extrémiste avec la création de la résistance islamique au début des années 1980, connue aujourd'hui sous le nom de Hezbollah. Mais cette résistance, qu'on le veuille ou non, était aussi là pour combattre l'expansionnisme colonial de l'État d'Israël. En observant ces transformations à l'échelle du Liban, on peut comprendre ce qu'il se passait dans le monde à ce moment-là.

> « On devrait d'abord regarder combien une guerre génère d'argent, combien elle en fait dépenser aussi. »

Comment avez-vous choisi de vous concentrer sur Eva Stahl ?

Mon partenaire de travail, Nadim Deaibes, dit que son récit nous est parvenu comme une bouteille à la mer. Eva Stahl est arrivée au camp palestinien de Tal el-Zaatar comme infirmière volontaire en 1974. Pendant le siège du camp, elle a perdu son mari, son bras et son enfant au septième mois de grossesse. J'ai découvert l'archive d'Associated Press que je diffuse au début du spectacle en 2016. J'y ai vu une femme toute jeune, la vingtaine, amaigrie, avec un bras amputé. Le journaliste lui parlait comme à un objet. Elle répondait : *« Ne faites pas un reportage autour de ma personne, parlez du peuple palestinien, de son présent, son passé et son futur.* » J'ai laissé cette archive de côté un temps, avant de la montrer à Nadim Deaibes en 2022. Nadim a contacté des camarades suédois pour essayer d'en savoir plus sur elle, et ils ont trouvé une interview d'elle dans *Proletären*, un hebdomadaire marxiste-léniniste suédois. Elle y est désignée comme Eva Hamad, le nom qu'elle a pris après la mort de son mari, Youssef. Un an après, j'ai trouvé son numéro dans les pages jaunes, et elle nous a invités à la rencontrer à Göteborg. Le travail que nous faisions a alors pris un autre tournant avec sa rencontre mais aussi avec le début du génocide à Gaza. Mais ce n'est pas un spectacle sur elle, elle insiste là-dessus. C'est un spectacle sur ce qu'il s'est passé dans ce camp qu'on appelait la « Commune des pauvres », où ce sont les plus pauvres qui ont été massacrés.

La pièce se soncentre sur la tragédie d'Eva Stahl, jeune infirmère arrivée au camp de Tal el-Zaatar en 1974.
JEAN-LOUIS FERNANDEZ

Au début de la pièce, vous annoncez : « *Je limiterai autant que possible la poésie et les élans sentimentaux.* » Il fallait réaffirmer une éthique de la forme ?
Le moment est d'une telle médiocrité politique que les questions éthiques ne sont même plus posées. Au Liban, le théâtre est en crise, c'est un théâtre d'après effondrement, d'après chaos : il faut produire, faire, divertir. La société veut se distraire et changer d'air. Il y a des camarades qui continuent, bon gré, mal gré, de mener un travail exigeant, mais on est très peu entendus et on a trop peu accès au public. On se retrouve très seuls.

> « Comme on a su nommer les Justes parmi les nations, on saura nommer les Justes d'aujourd'hui. »

La fin du spectacle liste une suite de prises de position pour la reconnaissance du massacre : *l'Humanité*, le Parti communiste français, l'ambassade de Chine… Une manière de rappeler qui a fait quoi ?
Oui, et de dire qui a été du bon côté de l'histoire. Comme on a su nommer les Justes parmi les nations pendant la Seconde Guerre mondiale, on saura nommer les Justes d'aujourd'hui. Quand *le Parisien*, le 9 novembre 2024, pendant l'agression de l'armée israélienne au Liban, écrit *« un Libanais de 2 ans »* en dessous de l'image d'un bébé sauvé des décombres en refusant de le désigner comme un bébé, je crois que l'histoire les nommera un jour. On saura qui a participé médiatiquement au blanchiment de crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne contre les peuples palestiniens et libanais depuis 1948. Et on saura qui n'a rien fait. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

(1) *Silence, ça tourne*, de Chrystèle Khodr et Nadim Deaibes. Du 10 au 18 mars au Théâtre de la Bastille, à Paris (11e) ; le 20 mars au Théâtre Joliette, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

ENTRETIEN

LA CHRONIQUE THÉÂTRE DE JEAN-PIERRE LÉONARDINI

Pour un éloge du grand braquet

Jacques Vincey (Cie Sirènes) signe à partir de son adaptation du livre de Philippe Bordas, *Forcenés* (éditions Gallimard), un objet théâtral hardiment insolite (1). On le classerait volontiers dans la catégorie de la biomécanique chère à Meyerhold. Il s'agit, pour l'acteur Léo Gardy, seul en scène pédalant sans cesse sur un home trainer, de s'approcher au plus près de la prodigieuse résistance organique à laquelle furent astreints les « Géants » ou « Forçats » de la route, soit Jacques Anquetil, René Vietto, Jean Robic, Éric et Roger De Vlaeminck, Bernard Hinault, Gino Bartali, Fausto Coppi, Marco Pantani et tutti quanti. Chemin faisant, l'acteur, roulant sur place, montant en danseuse, ouvrant les bras en signe de victoire, brosse le portrait de tel ou tel, mentionne les exploits ou les défaites, le tout dans la langue de Philippe Bordas qui ne l'a pas dans sa poche. Elle est drue, semée d'âpres métaphores. Il connaît la musique, a été journaliste à *l'Équipe*. Étant également photographe, ce maître écrivain a le sens de l'instantané littéraire.

Léo Gardy, rhapsode longiligne en selle, voulut d'abord être cycliste. Il dut renoncer pour raison de santé. Belle revanche lui est offerte à présent, en 1 h 15. Cela n'arrive pas à tout le monde. Derrière lui, qui s'échine, défilent dans une scénographie en noir et blanc et des lumières d'obscure clarté (Caty Olive) des photos et la vidéo (Othello Vilgard) qui représentent des cols grimpés ou descendus à toute allure, des liesses populaires en bord de route, des silhouettes de héros du pédalier dans le brouillard des sommets… Le rouleur qui parle semble s'y incruster.

En voix off, ou projeté par écrit sur les images, s'exprime le désenchantement de Philippe Bordas. Pour lui, ce monde est mort désormais. Le cœur n'y est plus vraiment. En Homère des prolétaires du dérailleur, capables de sublimer la souffrance pour s'élever au-dessus d'eux-mêmes, entrant de la sorte dans une mythologie du peuple qui s'est doté de lettres de noblesse, il en consigne sans merci l'épopée. La mise en scène de *Forcenés* par Jacques Vincey incarne, in vivo, les grandes heures de prouesses musculaires et nerveuses quasi surhumaines, que la musique du compositeur Alexandre Meyer escorte sur le rythme haletant d'un grand cœur à bout de souffle. Dans *Forcenés*, tout fait, décidément, signe d'intelligence. Cela n'arrive pas tous les jours. ■

(1) *Forcenés* a été présenté jusqu'au 28 février au Théâtre de la Concorde, à Paris (8e). Il sera joué au off d'Avignon en juillet.

Emmanuel Hoog est le président du Printemps des poètes depuis 2024.

« Le Printemps des poètes doit être sur la place publique »

ÉVÉNEMENT *L'Humanité* est partenaire de la 28e édition, qui se tient du 9 au 31 mars. **Emmanuel Hoog,** son président, revient sur le choix du thème de la liberté et sa déclinaison dans la programmation.

ENTRETIEN

Depuis 1999, le Printemps des poètes se déploie sur tout le territoire français et dans le monde pour démocratiser la poésie. Pour sa 28e édition, qui se tient du 9 au 31 mars et dont la marraine est l'actrice Isabelle Adjani, la manifestation a choisi de mettre en avant le thème de la liberté. À cette occasion, *l'Humanité*, partenaire de l'événement, publie un fac-similé du manuscrit du célèbre poème *Liberté*, de Paul Éluard, conservé au musée Éluard à Saint-Denis. Président du Printemps des poètes depuis 2024, Emmanuel Hoog revient sur le choix de ce thème fort et rappelle l'importance de diffuser la poésie dans l'espace public, notamment auprès des jeunes et pas seulement dans le cadre scolaire.

Comment le Printemps des poètes a-t-il choisi de mettre en avant le manuscrit d'Éluard que nous publions aujourd'hui ?

Nous avons choisi cette année le thème de la liberté, qui entre en résonance avec l'actualité du monde. Quand on pense à la liberté, le poème d'Éluard s'impose. Nous sommes une manifestation exigeante et populaire, et c'est le poème le plus célèbre sur ce thème. Compte tenu des liens historiques et intellectuels entre *l'Humanité* et Paul Éluard, nous avons eu l'idée de diffuser ce manuscrit.

Le choix de ce thème est-il une prise de position politique ?

La poésie, c'est Rimbaud, c'est changer la vie, ce n'est pas seulement une association de mots pour faire joli, ce n'est pas juste une forme esthétique ou esthétisante. Poésie signifie création en grec, c'est par définition ce qui n'existait pas avant, c'est donc un élément de rupture, un pas de côté, un regard différent sur le monde. Quand Éluard écrit le poème *Liberté*, diffusé clandestinement dès 1942, il y a des effets de résonance dans le monde. La poésie n'est pas un supplément d'âme, elle est au cœur de la condition humaine.

Comment cette question se décline-t-elle dans la programmation ?

Trois anthologies sont publiées à l'occasion de cette 28e édition : celle des éditions Seghers, *Chemins de liberté*, réunie et présentée par Jean-Yves Reuzeau ; celle des éditions Bruno Doucey, *Liberté. Visas pour un monde ouvert*, établie par Bruno Doucey et Ariane Lefauconnier ; et celle des éditions Rue du monde. Nous publions aussi une bibliographie thématique pour la jeunesse et cinq anthologies classiques, numériques ou plurimédias. Les maisons d'édition se mobilisent et mettent en avant plus de 500 auteurs. C'est par exemple Nâzim Hikmet, poète turc, ou la poétesse syrienne Maram Al Masri, avec le recueil *Elle va nue la liberté* (Bruno Doucey). Nous devons avoir une dimension internationale, avec le réseau des instituts français, des ambassades ; nous participons à la Semaine de la francophonie dans le monde. Il faut bien sûr évoquer l'Iran, s'il y a un pays au monde dont la culture s'identifie très profondément à la poésie, c'est celui-là. De nombreux autres pays, comme Haïti, passent par la poésie pour exprimer la revendication de liberté et l'émancipation. La liberté, c'est aussi pour nous la possibilité de diffuser la poésie dans tous les lieux publics. Le Printemps des poètes doit être sur la place publique, ce n'est pas une manifestation enfermée dans des lieux de savoir, des lieux élitistes.

Vous avez fondé le Printemps des poètes avec Jack Lang et André Velter, vous en êtes aujourd'hui le président, quel regard portez-vous sur la diffusion de la poésie, notamment auprès des jeunes ?

Nous avons un important partenariat avec les librairies indépendantes et le réseau de la lecture publique, les bibliothèques et médiathèques. On constate que le linéaire dédié à la poésie dans les librairies a augmenté. C'est notamment lié à l'enseignement du français, il est souvent plus facile de passer par la poésie que par des romans classiques du XIXe, parce que la forme est plus courte et parce que la capacité de rebond sur des travaux d'écriture est moins intimidante. Les élèves peuvent mettre en œuvre des techniques d'écriture pour dire en quelques mots et de manière ramassée leurs sentiments, leurs frustrations ou leurs désirs. Si on peut dire à ces enfants que ce qu'ils écrivent se rattache à une tradition littéraire, le lien se fait plus facilement. Le passage par la poésie est une forme renouvelée d'apprentissage de la langue moins intimidant et plus aisé. Le slam et le rap ont aussi aidé à rendre la poésie plus contemporaine et plus proche.

Quel lecteur de poésie êtes-vous ?

J'ai été foudroyé par Rimbaud à l'adolescence et je ne m'en suis jamais vraiment remis. Il m'accompagne depuis toujours. Plus près de nous, j'aime aussi la poésie de Louis-René des Forêts, et je voudrais rendre hommage à Zéno Bianu, qui a été très proche du Printemps des poètes, disparu cette année. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TANIA MELLER

La secrétaire confédérale de la CGT **Nathalie Bazire** alerte sur les menaces que fait peser l'extrême droite sur les intérêts des salariés, qu'il s'agisse des conquêtes sociales ou des droits syndicaux et politiques. Elle appelle les candidats aux municipales à refuser toute alliance avec ces formations politiques.

Face à l'extrême droite, l'unité des travailleurs s'impose !

Depuis plus d'un siècle, la CGT défend, sans relâche, les droits, la dignité et les intérêts des travailleur·euses. Notre boussole est simple : l'émancipation par le progrès social, la solidarité et l'égalité. Au nom de ces principes, nous affirmons avec gravité que l'extrême droite est une menace pour le monde du travail. L'histoire sociale de notre pays montre que les mouvements d'extrême droite se sont toujours construits sur la division : entre nationaux et étrangers, entre travailleurs précaires et salariés protégés, entre celles et ceux qui auraient « droit » à la solidarité et les autres. Or le mouvement syndical s'est bâti sur une conviction inverse : c'est l'unité des travailleurs, quels que soient leur origine, leur religion ou leur statut, qui permet d'arracher des droits et d'améliorer les conditions de vie.

Derrière les pseudo-discours sociaux, l'extrême droite entretient des liens étroits avec le patronat, adoptant des positions économiques favorables à ses intérêts. Les programmes portés notamment par le Rassemblement national révèlent une réalité préoccupante. À l'Assemblée nationale ou au Parlement européen, les élus d'extrême droite votent régulièrement contre des mesures visant à renforcer les droits des salariés, à lutter contre la précarité, contre l'augmentation du Smic, pour l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, pour la défense des plus riches face à la taxe Zucman.

Ils défendent une vision autoritaire du pouvoir, hostile aux corps intermédiaires et aux syndicats. Contre les violences structurelles de l'extrême droite, le syndicalisme est le dernier barrage pour défendre les intérêts du monde du travail, alors qu'on assiste à une nouvelle étape dans la banalisation de ses idées racistes, xénophobes et antisémites.

L'extrême droite prospère sur la colère sociale et le déclassement. Au lieu de s'attaquer aux véritables responsables des inégalités, les logiques financières, la dérégulation, la course au moins-disant social, elle désigne des boucs émissaires : les étrangers, les bénéficiaires de minima sociaux ou bien les institutions démocratiques. Cette stratégie détourne les travailleurs de leurs intérêts communs et affaiblit les solidarités indispensables pour gagner de nouveaux droits.

> Face aux crises, notre responsabilité est de rassembler, de renforcer la démocratie sociale, non de l'affaiblir.

La réponse aux difficultés des salariés ne peut être le repli nationaliste ni la stigmatisation. Elle passe par l'augmentation des salaires, le renforcement des services publics, la sécurisation de l'emploi et la transition écologique juste. Elle passe aussi par le respect de l'État de droit, des libertés publiques et du pluralisme syndical.

LA CGT appelle tous les travailleurs à la vigilance. Les conquêtes sociales – congés payés, Sécurité sociale, retraite, droit du travail… – ont été obtenues par la mobilisation collective. Elles seront remises en question si les forces qui méprisent la démocratie sociale, prônent l'autoritarisme et les intérêts du capital accèdent au pouvoir. Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, elle ne le rend pas. Preuve en Italie, en Hongrie ou en France dans les collectivités territoriales, comme à Béziers, Hénin-Beaumont ou Perpignan.

L'échéance des élections municipales doit nous alerter et la CGT appelle les candidats à ne faire aucune alliance avec l'extrême droite, ni au premier ni au second tour, les 15 et 22 mars. L'extrême droite ne répond en rien aux aspirations des territoires et organise les inégalités entre les citoyens. La CGT a conscience que les collectivités sont asphyxiées par les budgets d'austérité successifs, mais il n'en demeure pas moins que d'autres choix s'imposent dans un moment où le danger est à nos portes. Alors que l'extrême droite flèche les budgets des collectivités pour alimenter l'appétit du privé au détriment des missions des services publics.

Face aux crises, notre responsabilité est de rassembler, de renforcer la démocratie sociale, non de l'affaiblir, et de remettre les questions sociales au centre des débats. La CGT continuera, fidèle à ses valeurs, à défendre une société de justice, d'égalité et de solidarité. Elle œuvre à défendre le partage des richesses, le droit et les libertés publiques, dans l'intérêt du monde du travail, et plus largement de la population, contre ceux qui veulent les détruire. L'heure n'est ni à la résignation ni au pessimisme : construire l'unité du monde du travail est fondamental contre l'extrême droite, ennemie de la démocratie et du progrès social. ■

JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

NATHALIE BAZIRE
Secrétaire confédérale de la CGT

l'Humanité
LUNDI 9 MARS 2026

« Être chercheur oblige à porter un regard critique sur l'idéologie de son parti pour mieux l'enrichir », assure le quadragénaire.
NICOLAS CLEUET/LE PICTORIUM POUR L'HUMANITÉ

Kévin Crochemore, la sociologie est (aussi) un sport électoral

Harfleur (Seine-Maritime), envoyé spécial.

À Harfleur, le chercheur candidat espère s'inscrire dans la lignée des maires communistes qui ont géré la commune pendant six décennies. Entre analyse sociale, ancrage populaire et riposte à l'extrême droite, il entend « recoudre » une ville fragmentée.

Voilà plus de soixante ans qu'Harfleur, cité de près de 8400 habitants collée au Havre (Seine-Maritime), n'a pas quitté l'escarcelle du PCF. Quatre maires communistes – Albert Duquenoy, Gérard Eude, François Guégan puis Christine Morel – se sont succédé à l'hôtel de ville. Et bientôt un cinquième ? L'édile sortante ayant fait valoir ses droits à la retraite, il fallait trouver un remplaçant pour diriger la commune immortalisée dans les peintures de Turner et de Jongkind. Il n'y a pas eu besoin de chercher bien loin pour trouver qui mènera la liste « Harfleur ensemble » : Kévin Crochemore, 42 ans et directeur de cabinet de la maire depuis 2019.

C'est donc lui, encarté au PCF depuis 2017, qui réussit à rassembler à nouveau toutes les nuances de la gauche, d'une ex-candidate du Parti radical de gauche jusqu'à un sympathisant de La France insoumise. Une aventure qui ne faisait pas *« partie de (ses) ambitions personnelles »* mais qu'il a acceptée, malgré les *« énormes responsabilités »*, pour *« changer le monde »*. À commencer par celui des Harfleurais. Kévin Crochemore veut le faire armé de sa double casquette. Il n'est pas seulement l'ex-bras droit de la maire qui connaît la ville sur le bout des doigts. C'est un sociologue aguerri qui se présente aux urnes. *« Être chercheur oblige à porter un regard critique sur l'idéologie de son parti pour mieux l'enrichir »*, assure-t-il.

UNE THÈSE SUR LES MARINS ET DOCKERS

Après une enfance dans le quartier havrais de Graville, celui qui a fait ses armes pendant les manifestations lycéennes contre les réformes Allègre de 1998 s'est dirigé vers la sociologie au cours de ses études qui l'ont mené à Rouen, Paris ou encore Bruxelles. Il est l'auteur d'une thèse sur le syndicalisme international chez les marins et les dockers, et il a enseigné au département carrières sociales de l'IUT du Havre. Un bagage universitaire précieux pour ausculter Harfleur, *« cité populaire qui s'est paupérisée continuellement depuis la sortie de la politique de la ville il y a une douzaine d'années »*.

Depuis son petit local de campagne, à deux pas de l'église gothique Saint-Martin, Kévin Crochemore passe en revue sa commune, divisée en trois quartiers isolés les uns des autres, soit par la route, soit par les rails. *« Environ 50 % de la population vit dans le centre. Les autres Harfleurais disent beaucoup "on est au bout", ils se sentent délaissés. Comme s'ils n'appartenaient pas à la cité*, raconte le candidat de la gauche. *L'un de nos combats se jouera à l'échelle de l'agglomération. Puisque nous vivons dans une ville éventrée par des infrastructures de l'agglomération, c'est celle-ci qui est responsable et qui doit permettre une meilleure desserte en transports en commun pour recoudre les quartiers. »*

Dans cette ville qui fut jusqu'au XVIe siècle parmi les principaux ports de Normandie, l'un des enjeux majeurs est de parvenir à créer de la mixité géographique mais aussi sociale pour éviter une ghettoïsation des classes populaires. *« Quand on est communiste, c'est dur à dire, mais, pour redynamiser la ville et faire vivre les commerces, il faut que nous arrivions à attirer une classe moyenne qui a plus de pouvoir d'achat. Le tout sans gentrifier. »* Un défi pour Harfleur où le taux de pauvreté dépasse les 18 %.

DES RÉPONSES AU « DÉCLASSEMENT »

Si l'équipe municipale sortante a déjà mis en place la cantine à 1 euro, Kévin Crochemore veut aller plus loin pour répondre au *« déclassement »* : une épicerie sociale adossée à un restaurant municipal. *« Nous voulons recréer du lien sans stigmatiser car on voit bien que le fait d'aller chercher son colis à la banque alimentaire en faisant la queue dans l'espace public fait que certains y renoncent »*, regrette le communiste. Inspiré par un système observé en Belgique, Kévin Crochemore veut *« un vrai restaurant avec de la nourriture peu chère et conviviale »* qui pourrait attirer à la fois les personnes précaires et les salariés des entreprises du coin.

Avant de pouvoir appliquer son programme, il lui faudra battre Tony Leprêtre, tête de liste issue des Patriotes, une formation complotiste d'extrême droite fondée par l'ex-lepéniste Florian Philippot. À Harfleur comme partout, mais ici un peu plus qu'ailleurs, l'extrême droite progresse. Aux européennes, la liste RN menée par Jordan Bardella a frôlé les 45 % des voix là où aucune autre liste n'a dépassé les 10 %. Une flambée inquiétante que seul l'ancrage des communistes dans la ville permet de contrecarrer lors des scrutins locaux. ■

EMILIO MESLET

Liberté

Sur mes cahiers d'écolier
Sur mon pupitre et les arbres
Sur le sable sur la neige
J'écris ton nom

Sur toutes les pages lues
Sur toutes les pages blanches
Pierre sang papier ou cendre
J'écris ton nom

Sur les armes des guerriers
Sur la couronne des rois
Sur les bijoux des captives
J'écris ton nom

Sur les images dorées
Sur les nids sur les genêts
Sur l'écho de mon enfance
J'écris ton nom

Sur les merveilles des nuits
Sur le pain blanc des journées
Sur les saisons fiancées
J'écris ton nom

Sur tous mes chiffons d'azur
Sur mon chien gourmand et tendre
Sur ses oreilles dressées
Sur sa patte maladroite
J'écris ton nom

Sur le tremplin de ma porte
Sur les objets familiers
Sur le flot du feu béni,
~~Et sur les flammes [illegible]~~
J'écris ton nom

Sur toute chair accordée
Sur le front de mes amis
Sur chaque main qui se tend
J'écris ton nom

Sur la vitre des surprises
Sur les lèvres attentives
Bien au-dessus du silence
J'écris ton nom

Sur mes refuges détruits
Sur mes phares écroulés
Sur les murs de mon ennui
J'écris ton nom

Sur l'absence sans désir
~~[illegible]~~

Sur l'étang soleil moisi
Sur le lac lune vivante
J'écris ton nom

Sur ~~[illegible]~~ chaque bouffée d'aurore
Sur la mer sur les nuages
Sur la montagne démente
J'écris ton nom

Sur les ailes des oiseaux
Sur les champs sur l'horizon
Et sur le moulin des ombres
J'écris ton nom

Sur la lampe qu'on allume
Sur la lampe qui s'éteint
Sur mes maisons réunies
J'écris ton nom

Sur le fruit coupé en deux
Du miroir et de ma chambre
Sur mon lit coquille ouverte
J'écris ton nom

Sur la solitude nue
Sur les marches de la mort
J'écris ton nom

Sur les champs sur l'horizon
Sur les ailes des oiseaux
Et sur le moulin des ombres
J'écris ton nom

Sur chaque bouffée d'aurore
Sur la mer sur les bateaux
Sur la montagne démente
J'écris ton nom

Sur la santé revenue
Sur le risque disparu
Sur l'espoir sans souvenirs
J'écris ton nom

Et par le pouvoir d'un mot
Je recommence ma vie
Je suis né pour te connaître
Pour te nommer
Liberté.

Sur la santé revenue
Sur le risque ~~[illegible]~~ disparu
Sur l'espoir sans souvenirs
Sur les chemins ~~[illegible]~~
Sur les chemins impossibles
Sur les places
Sur les formes scintillantes
Sur les cloches des couleurs
~~[illegible]~~
~~[illegible]~~
~~[illegible]~~
J'écris ton nom ~~[illegible]~~ la vérité physique
Sur les ~~[illegible]~~ sentiers éveillés
Sur les ~~[illegible]~~ routes impossibles
Sur les places qui débordent
J'écris ton nom

Sur la mousse des nuages
Sur les sueurs de l'orage
Sur ~~les [illegible]~~ la pluie
J'écris ton nom

No 3942

Printemps des Poètes

l'Humanité

LIBERTÉ, DE PAUL ÉLUARD. MANUSCRIT ORIGINAL DE 1941 (MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE PAUL-ÉLUARD DE SAINT-DENIS). ILLUSTRATION D'APRÈS F. FERNAND LÉGER.